




**de l'Afrique à l'Afrique,
sans changer de compagnie.**



14 pays desservis en Afrique. A partir d'Alger, mais aussi de Paris, Londres, Bruxelles, Francfort, Prague ou Moscou.
Au rythme de vos affaires.

**Air Algérie vous transporte
au carrefour des nouveaux échanges.**

الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE



هكذا من الآن

[illegible]

١٥٠

1111

Comme d'habitude lorsqu'il s'agit d'interventions secrètes, le gouvernement américain n'a évidemment pas confirmé officiellement ses engagements. En l'occurrence, les fonctionnaires ont fait preuve d'une délicatesse totalement nouvelle : ils affirment que les enquêtes en cours au Congrès sur les activités de la C.I.A. empêcheraient les Etats-Unis de jouer le rôle qui lui revient. Dans des termes différents, mais curieusement à double sens, le président affirme que les Etats-Unis souhaitent engager davantage d'opérations secrètes qu'ils ne le pouvaient. M. Ford déclare à

Kissinger dit :
« Kerensky non plus ne le voulait pas. »
On a rapporté que M. Sorensen trouva

M. Kissinger imploie à son égard, mal informé des efforts portugais, et partagent de nombreuses défiances avec des journalistes portugais, le journaliste Spínola. Selon M. Victor Cunha Rego, le joint du chef du parti socialiste, M. Kissinger, sur cours d'uno de ses rencontres avec M. Soares, se réfère avec admiration à Spínola, qu'il considérait comme « un vrai homme fort ». M. Cunha Rego a rapporté à des journalistes *Phonix*, du *Phonix*, le secrétaire d'Etat américain. Il est intéressant de noter qu'il déclare aussi avec candeur que le C.I.A. était l'agence la mieux informée au Portugal, qu'il avait rencontré des gens de la C.I.A. et qu'il administrait leur affaire. Il insiste aussi sur le fait que tous les services de renseignements américains fonctionnent

A bien des égards, ces aspects secrets de la politique américaine ont sans doute eu moins d'impact que la concentration très officielle entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale pour utiliser les programmes d'aide comme instruments de pression

La tournée du général Spínola, y compris ses allocutions devant le Conseil des relations étrangères et des organismes similaires, aurait eu pour objectif de recueillir des subides.

Selon Ted Szulc, les services de renseignement utilisaient la collaboration de certains membres de la communauté portugaise en Nouvelle-Angleterre, où s'est étendue le général Spinoza lors de sa visite. L'Eglise catholique est un autre canal emprunté par le G.I.A. Un ancien agent, Phil...

africains depuis la seconde guerre mondiale. M. Vernon Walters, directeur adjoint de la C.I.A., fit son apparition à Liégeois en mai, on juin, et au moins encore une fois en septembre. Avec d'autres informations glanées par les services de renseignement, la description qu'ils rapportèrent ne fut pas considérée comme des plus brillantes : le gauchisme l'emportait, le centre était faible et le droite s'enfuyait ; en outre, l'influence des Etats-Unis était limitée.

A Washington, la réaction fut rapide.

Dans les revues...

En vente dans les kiosques

5, rue Payenne, 75003 PARIS

Et sous le titre « De la liberté en Chine », CONTREPOINT publie de larges extraits d'un débat télévisé auquel participaient A. Pyréraliste, Ph. Sollers, J. Julliard, G. Lepouge, C. Clancier, autour de Jean Pasqualini, ce technicien français qui est le seul jusqu'à présent à avoir été libéré des « camps » chinois de travaux forcés » et qui apporte sur cette rude

Partant de la constatation qu'il n'y a plus de mémoire populaire, une nouvelle

publication, **LES REVOLTES LOGIQUES**, entreprend de restituer « la pensée d'en bas » à travers la présentation des luttes et révoltes professionnelles du passé. Dans ce premier numéro, en particulier, un chapitre consacré à la lutte des femmes au dix-neuvième siècle dresse l'état de leurs revendications. O l'aide de textes publiés dans la Voix des femmes ou de déclarations devant les clubs. (N° 1 hiver 1975, trimestriel, 15 F. - 1, rue des Fossés-Sol.-J.-J., 75005 Paris.)

En Publiée à Téhéran, la REVUE IRANIENNE DES RELATIONS INTERNATIONALES (n° 4) s'ouvre sur problèmes de droits de l'homme, avec la publication d'un texte qui rappelle que, dans la texte d'une conférence donnée à l'université de Téhéran, Droits de l'homme non pas en Iran, certes, mais, en l'an 1300, le texte n'en est pas moins un document de référence, des problèmes engagés par le développement technique. (Automne 1978, articles en anglais ou en persan, 3 dollars. - Centre des études internationales, 62, avenue Anatole-France, Téhéran.)

52 Le part de l'augmentation des impôts dans les fortes hausses des prix de détail des produits primaires en 1973-1974 fait l'objet d'un article de Katherine W. Gatto dans **FINANCES & DEVELOPPEMENT** (vol. 12, n° 4). Le commentaire se fonde essentiellement sur les résultats d'une étude portant sur soixante-quatre pays. (Décembre, publication mensuelle gratuite. - International Monetary Fund Bldg., Washington D.C. 20411.)

53 Les perspectives d'une rapide augmentation des dépenses militaires des Etats-Unis sont discutées dans un article de

mique dans le monde, capitalistes font l'objet d'une analyse critique de l'économiste marxiste Ernest Mandel, dans le livre *LE DÉCROISSANCE* (n° 40-41), publiée par les Éditions du Cerf, 128 pages, 12 francs. La même livraison fait aussi le point de la situation économique en divers pays européens, notamment en Grande-Bretagne, où Alan James montre comment les salaires sont appelés à faire les frais de la déflation, et les profits à redresser ment (18 décembre, bimensuel, 12 francs). — 78, rue Antoine-Dumont, Bruxelles 1068.

révolution
FUGAL

domestiquée

VERS LA NORMALISATION ECONOMIQUE ?

L'AUTOMNE 1975 a marqué un tournant au Portugal. Après le 11 mars 1976 et la vague de nationalisations, les vraies questions étaient apparues (1). Comment organiser l'économie ? Quelle orientation future de la production ? Quel rôle de l'Etat ? Du fait de la crise de l'Etat et de la vague du pouvoir, il n'y a pas eu de réponse globale à ces questions. Comme l'a souligné António de Oliveira, secrétaire d'Etat à l'Industrie : « Nous avons nationalisé les banques, par exemple, mais nous avons confié à des mains privées la gestion de ces banques, les capitaux, et nous avons confié à des mains privées la gestion de ces capitaux. Comment élargir les crédits et les donner sur la base des critères traditionnels (rentabilité, etc.) en lieu d'en faire un instrument actif d'une politique économique différenciée ».

Ces contradictions rendent difficile le développement d'une unité populaire et les pressions exercées par l'Europe pour que le régime ne soit pas « trop radical » de reprendre les lignes de la production industrielle avec succès aux milieux révolutionnaires.

En 1974, la production nationale a augmenté, et cela malgré les forts mouvements de grève du second trimestre 1974. Il n'y a pas non plus de choc de l'inflation, mais un ralentissement sensible, en particulier dans l'industrie, qui oscille à 6 ou 8 % de la baisse de la production industrielle pour l'ensemble de l'année. Les chiffres supérieurs au niveau de l'activité dans l'industrie indiquent même une légère amélioration, en septembre, après la forte dégradation du début de l'année (cf. tableau 1). On est particulièrement dans le secteur de biens de consommation courante que la situation n'est pas mauvaise.

Recul de la production

La situation de l'industrie est en fait, en termes réels, en régression. Après le 25 avril 1974, tout s'inverse : en termes réels, la production industrielle a augmenté, en particulier au second trimestre, de fortes hausses salariales sont apparues ; l'introduction en mai d'un salaire minimum mensuel pour les travailleurs de l'industrie va entraîner de nouvelles réductions de salaires ; le contrôle des prix va s'avérer une tâche et va permettre de ramener

Par YVES BARON *

Les données des statistiques qui représentent, au deuxième trimestre 1975, 51 % de l'ensemble des statistiques à la main, nous ont permis de constater, en résumé, 53 % de croissance de la production nationale au deuxième trimestre 1975. Cela a permis d'augmenter l'indice de production nationale plus forte pour les bas revenus, de la très forte hausse des prix alimentaires, il faut souligner cependant que les travailleurs ruraux ont moins profité de ce mouvement de redistribution (cf. tableau 1).

Tableau III. — INDICES DE L'ÉTAT DES CULTURES ET DES PRÉVISIONS DE RÉCOLTE POUR 1975

Principales céréales	Blé	Maïs	Orge	Seigle	Blé dur	Blé tendre	Maïs	Orge	Seigle	Blé dur	Blé tendre	Maïs	Orge	Seigle
1974	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1975	110	105	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Tableau IV. — ÉVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

Milliards d'euros - Moyennes mensuelles

1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
Importations	2.00	2.10	2.20	2.30	2.40	2.50	2.60	2.70	2.80	2.90	3.00	3.10	3.20	3.30	3.40	3.50	3.60	3.70	3.80	3.90	4.00	4.10	4.20	4.30	4.40	4.50	4.60	4.70	4.80	4.90	5.00	5.10	5.20	5.30	5.40	5.50	5.60	5.70	5.80	5.90	6.00	6.10	6.20	6.30	6.40	6.50	6.60	6.70	6.80	6.90	7.00	7.10	7.20	7.30	7.40	7.50	7.60	7.70	7.80	7.90	8.00	8.10	8.20	8.30	8.40	8.50	8.60	8.70	8.80	8.90	9.00	9.10	9.20	9.30	9.40	9.50	9.60	9.70	9.80	9.90	10.00	10.10	10.20	10.30	10.40	10.50	10.60	10.70	10.80	10.90	11.00	11.10	11.20	11.30	11.40	11.50	11.60	11.70	11.80	11.90	12.00	12.10	12.20	12.30	12.40	12.50	12.60	12.70	12.80	12.90	13.00	13.10	13.20	13.30	13.40	13.50	13.60	13.70	13.80	13.90	14.00	14.10	14.20	14.30	14.40	14.50	14.60	14.70	14.80	14.90	15.00	15.10	15.20	15.30	15.40	15.50	15.60	15.70	15.80	15.90	16.00	16.10	16.20	16.30	16.40	16.50	16.60	16.70	16.80	16.90	17.00	17.10	17.20	17.30	17.40	17.50	17.60	17.70	17.80	17.90	18.00	18.10	18.20	18.30	18.40	18.50	18.60	18.70	18.80	18.90	19.00	19.10	19.20	19.30	19.40	19.50	19.60	19.70	19.80	19.90	20.00	20.10	20.20	20.30	20.40	20.50	20.60	20.70	20.80	20.90	21.00	21.10	21.20	21.30	21.40	21.50	21.60	21.70	21.80	21.90	22.00	22.10	22.20	22.30	22.40	22.50	22.60	22.70	22.80	22.90	23.00	23.10	23.20	23.30	23.40	23.50	23.60	23.70	23.80	23.90	24.00	24.10	24.20	24.30	24.40	24.50	24.60	24.70	24.80	24.90	25.00	25.10	25.20	25.30	25.40	25.50	25.60	25.70	25.80	25.90	26.00	26.10	26.20	26.30	26.40	26.50	26.60	26.70	26.80	26.90	27.00	27.10	27.20	27.30	27.40	27.50	27.60	27.70	27.80	27.90	28.00	28.10	28.20	28.30	28.40	28.50	28.60	28.70	28.80	28.90	29.00	29.10	29.20	29.30	29.40	29.50	29.60	29.70	29.80	29.90	30.00	30.10	30.20	30.30	30.40	30.50	30.60	30.70	30.80	30.90	31.00	31.10	31.20	31.30	31.40	31.50	31.60	31.70	31.80	31.90	32.00	32.10	32.20	32.30	32.40	32.50	32.60	32.70	32.80	32.90	33.00	33.10	33.20	33.30	33.40	33.50	33.60	33.70	33.80	33.90	34.00	34.10	34.20	34.30	34.40	34.50	34.60	34.70	34.80	34.90	35.00	35.10	35.20	35.30	35.40	35.50	35.60	35.70	35.80	35.90	36.00	36.10	36.20	36.30	36.40	36.50	36.60	36.70	36.80	36.90	37.00	37.10	37.20	37.30	37.40	37.50	37.60	37.70	37.80	37.90	38.00	38.10	38.20	38.30	38.40	38.50	38.60	38.70	38.80	38.90	39.00	39.10	39.20	39.30	39.40	39.50	39.60	39.70	39.80	39.90	40.00	40.10	40.20	40.30	40.40	40.50	40.60	40.70	40.80	40.90	41.00	41.10	41.20	41.30	41.40	41.50	41.60	41.70	41.80	41.90	42.00	42.10	42.20	42.30	42.40	42.50	42.60	42.70	42.80	42.90	43.00	43.10	43.20	43.30	43.40	43.50	43.60	43.70	43.80	43.90	44.00	44.10	44.20	44.30	44.40	44.50	44.60	44.70	44.80	44.90	45.00	45.10	45.20	45.30	45.40	45.50	45.60	45.70	45.80	45.90	46.00	46.10	46.20	46.30	46.40	46.50	46.60	46.70	46.80	46.90	47.00	47.10	47.20	47.30	47.40	47.50	47.60	47.70	47.80	47.90	48.00	48.10	48.20	48.30	48.40	48.50	48.60	48.70	48.80	48.90	49.00	49.10	49.20	49.30	49.40	49.50	49.60	49.70	49.80	49.90	50.00	50.10	50.20	50.30	50.40	50.50	50.60	50.70	50.80	50.90	51.00	51.10	51.20	51.30	51.40	51.50	51.60	51.70	51.80	51.90	52.00	52.10	52.20	52.30	52.40	52.50	52.60	52.70	52.80	52.90	53.00	53.10	53.20	53.30	53.40	53.50	53.60	53.70	53.80	53.90	54.00	54.10	54.20	54.30	54.40	54.50	54.60	54.70	54.80	54.90	55.00	55.10	55.20	55.30	55.40	55.50	55.60	55.70	55.80	55.90	56.00	56.10	56.20	56.30	56.40	56.50	56.60	56.70	56.80	56.90	57.00	57.10	57.20	57.30	57.40	57.50	57.60	57.70	57.80	57.90	58.00	58.10	58.20	58.30	58.40	58.50	58.60	58.70	58.80	58.90	59.00	59.10	59.20	59.30	59.40	59.50	59.60	59.70	59.80	59.90	60.00	60.10	60.20	60.30	60.40	60.50	60.60	60.70	60.80	60.90	61.00	61.10	61.20	61.30	61.40	61.50	61.60	61.70	61.80	61.90	62.00	62.10	62.20	62.30	62.40	62.50	62.60	62.70	62.80	62.90	63.00	63.10	63.20	63.30	63.40	63.50	63.60	63.70	63.80	63.90	64.00	64.10	64.20	64.30	64.40	64.50	64.60	64.70	64.80	64.90	65.00	65.10	65.20	65.30	65.40	65.50	65.60	65.70	65.80	65.90	66.00	66.10	66.20	66.30	66.40	66.50	66.60	66.70	66.80	66.90	67.00	67.10	67.20	67.30	67.40	67.50	67.60	67.70	67.80	67.90	68.00	68.10	68.20	68.30	68.40	68.50	68.60	68.70	68.80	68.90	69.00	69.10	69.20	69.30	69.40	69.50	69.60	69.70	69.80	69.90	70.00	70.10	70.20	70.30	70.40	70.50	70.60	70.70	70.80	70.90	71.00	71.10	71.20	71.30	71.40	71.50	71.60	71.70	71.80	71.90	72.00	72.10	72.20	72.30	72.40	72.50	72.60	72.70	72.80	72.90	73.00	73.10	73.20	73.30	73.40	73.50	73.60	73.70	73.80	73.90	74.00	74.10	74.20	74.30	74.40	74.50	74.60	74.70	74.80	74.90	75.00	75.10	75.20	75.30	75.40	75.50	75.60	75.70	75.80	75.90	76.00	76.10	76.20	76.30	76.40	76.50	76.60	76.70	76.80	76.90	77.00	77.10	77.20	77.30	77.40	77.50	77.60	77.70	77.80	77.90	78.00	78.10	78.20	78.30	78.40	78.50	78.60	78.70	78.80	78.90	79.00	79.10	79.20	79.30	79.40	79.50	79.60	79.70	79.80	79.90	80.00	80.10	80.20	80.30	80.40	80.50	80.60	80.70	80.80	80.90	81.00	81.10	81.20	81.30	81.40	81.50	81.60	81.70	81.80	81.90	82.00	82.10	82.20	82.30	82.40	82.50	82.60	82.70	82.80	82.90	83.00	83.10	83.20	83.30	83.40	83.50	83.60	83.70	83.80	83.90	84.00	84.10	84.20	84.30	84.40	84.50	84.60	84.70	84.80	84.90	85.00	85.10	85.20	85.30	85.40	85.50	85.60	85.70	85.80	85.90	86.00	86.10	86.20	86.30	86.40	86.50	86.60	86.70	86.80	86.90	87.00	87.10	87.20	87.30	87.40	87.50	87.60	87.70	87.80	87.90	88.00	88.10	88.20	88.30	88.40	88.50	88.60	88.70	88.80	88.90	89.00	89.10	89.20	89.30	89.40	89.50	89.60	89.70	89.80	89.90	90.00	90.10	90.20	90.30	90.40	90.50	90.60	90.70	90.80	90.90	91.00	91.10	91.20	91.30	91.40	91.50	91.60	91.70	91.80	91.90	92.00	92.10	92.20	92.30	92.40	92.50	92.60	92.70	92.80	92.90	93.00	93.10	93.20	93.30	93.40	93.50	93.60	93.70	93.80	93.90	94.00	94.10	94.20	94.30	94.40	94.50	94.60	94.70	94.80	94.90	95.00	95.10	95.20	95.30	95.40	95.50	95.60	95.70	95.80	95.90	96.00	96.10	96.20	96.30	96.40	96.50	96.60	96.70	96.80	96.90	97.00	97.10	97.20	97.30	97.40	97.50	97.60	97.70	97.80	97.90	98.00	98.10	98.20	98.30	98.40	98.50	98.60	98.70	98.80	98.90	99.00	99.10	99.20	99.30	99.40	99.50	99.60	99.70	99.80	99.90	100.00	100.10	100.20	100.30	100.40	100.50	100.60	100.70	100.80	100.90	101.00	101.10	101.20	101.30	101.40	101.50	101.60	101.70	101.80	101.90	102.00	102.10	102.20	102.30	102.40	102.50	102.60	102.70	102.80	102.90	103.00	103.10	103.20	103.30	103.40	103.50	103.60	103.70	103.80	103.90	104.00	104.10	104.20	104.30	104.40	104.50	104.60	104.70	104.80	104.90	105.00	105.10	105

PORTO-RICO

La lutte pour l'indépendance

Base militaire de l'empire américain
vitrine d'un colonialisme "moderne"

l'île connaît à la fois
la croissance et une misère
que l'émigration ne résorbe pas.

Reportage de PIERRE DOMMERGUES

« **Q**UE PUERTO RICO ! » se serait exclamé, en 1509, Juan Ponce de León, le soldat de la reine Isabelle devant la richesse de l'île dont il est le premier gouverneur. Un paradis dont l'envers se révèle vite : aujourd'hui, comme hier, la Porto-Rico est pauvre : au marché, on se rencontre, on bavarde — en espagnol, car l'anglais est la langue officielle de l'immobilier, mais on achète peu : par rapport aux États-Unis, les prix sont supérieurs de 25 %, les salaires inférieurs de 50 %, le taux de chômage double ou triple selon les indicateurs retenus.

Données officielles : territoire de 160 kilomètres de long sur 50 de large ; superficie de 8 903 kilomètres carrés si l'on inclut les petites îles de Vieques et de Culebra, tournées vers l'Atlantique et l'île de Mona à l'ouest ; 2 600 kilomètres de New-York, 1 700 de Miami, 800 de Caracas (1 000 de Cuba). Population : 2 912 000 habitants. Capitale : San-Juan, 800 000 habitants. Gouvernement : un Commonwealth « associé » aux États-Unis dont le statut ressemble à celui des cinquante autres États : un gouvernement élu et deux Chambres. Pourtant les Porto-Ricains ne participent pas à l'élection du président des États-Unis ; ils n'ont pas de représentants à la Chambre, ni au Sénat ; ils ont une commissaire résidente à Washington, élu mais dépourvu du droit de vote. L'île partage la citoyenneté, la défense, la monnaie, le système judiciaire des États-Unis. Les citoyens de Porto-Rico sont protégés à la fois par la Constitution des États-Unis et par celle de Porto-Rico. Ce statut place l'île hors du système électoral, et l'exemple de l'impôt fédéral. Il en résulte, prédisent les documents officiels, que les entreprises étrangères qui s'installent à Porto-Rico ne paient pas l'impôt fédéral, ni les impôts locaux (dont elles sont de surcroît exonérées). Population active : 921 000 personnes. Nombre des entreprises américaines : 2 748. Population scolaire : 807 456 dans le primaire et le secondaire et 80 475 dans le supérieur. Nombre d'établissements scolaires : 812 000.

Éléments ainsi : comme la plupart des îles des Caraïbes, Porto-Rico est isolée des autres Antilles par une politique qui privilégie les rapports entre la colonie et sa métropole présente ou passée (États-Unis, Pays-Bas, Grande-Bretagne, France) — évitant ainsi la formation d'un mouvement de libération pan-caribéen. Les îles ont pourtant une histoire commune : colonisation par l'Espagne dont le relais est assuré par les puissances impérialistes successives ; génocide des populations indigènes les Indiens Taïnos à Porto-Rico ; traite des Noirs et révoltes d'esclaves, plus violentes aux Caraïbes qu'aux États-Unis ; luttes anticoloniales et antiracistes. Malgré la pratique divisionniste du pouvoir colonial, des liens directs s'établissent entre les révolutionnaires cubains (José Martí) et les nationalistes porto-ricains (Ramon Emeterio Betances) qui agissent ensemble pendant près de vingt ans des campagnes d'éducation dans les Caraïbes, en Amérique latine et en Amérique centrale. En 1865, ils créent la Société républicaine de Cuba et de Porto-Rico, dont le siège est à New-York. En 1868, l'insurrection de Lurea (où) est proclamée la très brève république de Porto-Rico suscitant la révolte de Yara, à Cuba, et Cuba y Puerto Rico une de ses pères les deux îles, dit le poète Lola Rodríguez, né à San-Juan en 1834, mort à La Havane en 1924, « Cuba et Porto-Rico sont les deux filles d'un même sang, ils respirèrent les fleurs de la même terre dans le même air ».

« L'île aux profits, U.S.A. »

L'EXONÉRATION FISCALE À 100 %. Aux États-Unis, une seule région vous le gouverne : Porto-Rico. Pas d'impôts sur les revenus des sociétés, ni sur le profit. Pas de taxes locales, ni municipales. « Telle est la manœuvre d'une des nombreuses publicités que l'Administration pour le développement économique (I.E.D.A.) publie dans les grands journaux financiers — le Wall Street Journal notamment. »

« Cent mille ouvriers immédiatement disponibles à un salaire inférieur à la moyenne américaine — un graphique montre que le salaire horaire moyen à Porto-Rico est de 2,24 dollars contre 4,23 aux États-Unis (200 000 dollars d'économie par an si vous employez cent ouvriers). Pour les investisseurs encore hésitants devant la « récession », le gouverneur Hernández Colón crée en 1974 un programme de formation professionnelle (Pre-Employment Training, P.E.T.), totalement financé par le gouvernement, qui forme les futurs employés selon les directives spécifiques des futurs patrons (étrangers). En mai 1975, il propose de subventionner pendant

deux ans, et à raison de 25 %, les salaires des futurs employés, à condition que les firmes s'installent dans les seize mois, qu'elles investissent d'importants capitaux, et qu'elles emploient au moins trois cents personnes. Prévenant les inquiétudes des industriels devant l'effet du mouvement ouvrier, le gouverneur ajoute : « J'ai personnellement encouragé le dialogue entre l'industrie et le mouvement ouvrier, au sein du Commonwealth, en conseil tri-partite représentant les travailleurs (le gouverneur ne parle pas des syndicats), l'entreprise et le secteur public. Nous espérons que ce mécanisme, inspiré par celui qui fonctionne harmonieusement aux États-Unis, résoudra une meilleure compréhension entre les trois parties. »

« **COMPAREZ VOS PROFITS.** Textile : 16,17 % à Porto-Rico, soit d'impôt, 2,5 % aux États-Unis après l'impôt ; électronique, 31,5 % à Porto-Rico, 3,9 % aux États-Unis ; produits chimiques, 31,5 % à Porto-Rico, 3,9 % aux États-Unis — soit 23,7 % DE BÉNÉFICES NETS



Le père de cette politique d'industrialisation est Luis Muñoz Marín, élu gouverneur en 1948. Né en 1898, l'année de l'annexion de Porto-Rico par les troupes américaines, il débute en 1929 la colonisation économique en des termes qui n'ont rien perdu de leur actualité : « L'île devient une escale privilégiée dans les investissements aux îles, les propriétés des industries obscures, les cadres des politiques locales. C'est le sweet-spot de renouveau de l'île. Un atelier qui produise une œuvre majeure de vertu — les États-Unis. Les dollars américains payés aux îles sont en fait de plus en plus remboursés exclusivement par le matériel américain, à des prix gonflés par les tarifs douaniers. Les tarifs qui protègent le prix du sucre et du tabac, contrôlés par une minorité, font monter les prix des biens de consommation utilisés par tous. Porto-Rico vend ses produits bruts à des prix protégés et achète ses produits de consommation à des prix protégés. L'apparence de justice est préservée, mais la réalité est celle de prélever sur l'île. »

L'analyse que Muñoz fait de l'impérialisme culturel dans ce même discours est aussi implacable et aussi juste aujourd'hui qu'il l'est : « L'américanisation, précise-t-il, est plus lente, mais elle agit pendant que vous dormez. Elle modifie l'expression de votre regard, la forme de votre pensée, le ton de votre voix, votre conception du monde — sans vous donner l'occasion de réagir, ni même la chance de réagir ou de ne pas réagir. [...] Le drapeau américain a trouvé sa Porto-Rico sans le savoir et se satisfait. L'île met tout son être à servir le drapeau américain et à perdre leurs terres et à qui vont peut-être un jour porter leurs salaires et leurs chapeaux. »

Dans la faillite du New Deal, qui apporte quelques larmes de « bien-être social », Luis Muñoz Marín forme le P.R.D. (Parti démocratique populaire), gagne les élections de 1940, garde le pouvoir pendant vingt-huit ans, et se perd dans des compromis sans retour. Il finit par faire le jeu — sur le plan industriel — du colonialisme qu'il a dénoncé dix ans plus tôt sur le plan agricole. En 1942, il lance la fameuse « opération Bootstrap » (mot à mot « l'anneau de la botte ») : c'est par ses propres moyens que Porto-Rico se tirera d'affaire ; l'île va « enfler ses bottes » toute seule — sans l'aide des États-Unis. Dans une première phase qui va jusqu'à la fin des années 40, le gouvernement porto-ricain crée quelques usines fabriquant des produits de base ; du ciment pour construire ses routes et ses maisons, du verre pour mettre son rhum en bouteille, du carton pour emballer ses exportations ; il achète quelques entreprises électriques et de la terre, il crée une agence de planification et une banque de développement économique, bref il adopte une politique libérale avancée à la frontière d'un para-socialisme. Mais les obstacles s'accumulent : le capital se reproduit lentement ; l'absence de technologie indigène se fait sentir, et surtout l'apposition

SUR LES VENTES ET 23,4 % SUR LES REVENUS D'ACTIENS. » En avril 1974, le gouvernement insère dans l'annuaire un supplément publicitaire de cinquante-quatre pages ; en 1975, il réalise un court métrage — ou titre approprié : « Profit Island, U.S.A. » (l'île aux profits, États-Unis) — que chacun peut visionner dans son entreprise ou dans les locaux de l'un des centres du P.E.D.A. situés à San-Juan, New-York, Boston, Philadelphie, Chicago, Atlanta, Houston, Los Angeles, Tokyo et, depuis 1974, à Frankfurt.

La majorité des entreprises implantées à Porto-Rico sont des multinationales « non américaines » (les Porto-Ricains, qui se considèrent comme appartenant aux Caraïbes et à l'Amérique latine, insistent sur ce qualificatif). Les services officiels sont fiers de constater que le nombre des investisseurs figurant sur la liste des « cinq cents grands » publiés sans fortune augmente chaque année : cent cinquante ou cent cinquante, sans parler des micro-multinationales qui se

concentrent les uns et les autres dans l'industrie pétrochimique (Union Carbide, Phillips Petroleum, P.P.G., CORCO, Sun Oil), pharmaceutique (Abbott, Bristol-Myers, Squibb, Sterling Drug... Porto-Rico est aujourd'hui la « capitale pharmaceutique du monde »), électrique et électronique (General Electric possède quatre usines, Westinghouse deux), en construction (des maisons individuelles, 60 % des opérations bancaires, 90 % des polices d'assurance). Selon des estimations, 90 % des bénéfices sont exportés. Quelques entreprises étrangères, non-américaines, commencent à se laisser tenter : elles introduisent ainsi, sans droits de douane, sur le marché américain, les produits qu'elles ont fabriqués dans l'île : Matsushita (Japon) dans les appareils sans fil vendus sous le label « Panasonic », Nestlé (Suisse), Schlumberger (France), Schuler et Dieschhoff (République fédérale d'Allemagne).

« Vivre comme des anges, produire comme des démons »

se déchaine au Congrès contre cette « expérience socialiste » en territoire américain. Soumis aux pressions publiques et privées, le gouvernement de Porto-Rico, élu en 1972, se porte acquiescent des cinquantistes, et s'engage irrévocablement en faveur d'un régime de « libre-échange » avec l'État « coordonné » et accélère l'accumulation du capital, tout en développant de façon « rationnelle » les services sociaux. En 1948, Muñoz devient le premier gouverneur élu de l'île et le demeure jusqu'à sa retraite en 1964.

C'est en 1950 que commence la seconde phase d'industrialisation, cette fois en termes clairement néo-américains et avec des capitaux néo-américains : l'I.E.D.A., mieux connu localement sous le nom de « Formento » (la promotion) — en espagnol, l'île de Porto-Rico, en mai de vingt-cinq ans, « l'île aux profits ». Son administrateur général, Teodoro Moscoso, insiste volontiers sur la fécondité de cette « révolution silencieuse ». « La transformation s'est effectuée sans verser de sang, sans utiliser des institutions démocratiques. Cet extraordinaire effort pour vaincre les extrêmes de la pauvreté, développer les moyens de servir, progresser dans le monde moderne, a été accompli de manière malgré de sérieux handicaps. Nous n'avons pas de ressources minérales connues à cette époque, pas de réserves forestières, pas de grandes plaines favorables à l'agriculture, tout ce que nous avions, c'était des gens. Nous étions — et nous sommes encore — la plus pauvre et la plus forte densité de population du monde. »

A lire les statistiques gouvernementales, on pourrait croire que s'est réalisé le rêve de Theodore Roosevelt. En 1948, le budget de l'île était de 129 millions de dollars ; en 1974, il était de 1 149 millions. En 1929, il voulait faire de Porto-Rico « le vitrine démocratique de l'Amérique latine », le modèle de développement pour les pays sous-développés ; entre 1950 et 1974, le P.N.B. passe (en dollars courants) de 735 à 6 800 millions, une croissance moyenne de 10,3 % par an. 1 913 dollars, et par famille de 1 500 à 8 222 dollars. L'espérance de vie monte de cinquante et un à soixante-deux ans. Le nombre d'enseignants progresse de 8 727 à 25 464 ; le budget de l'éducation de 84 à 1 499 millions.

Mais le recensement de ces statistiques conduit aux observations suivantes : 1) de 27 % en 1950, le budget de l'éducation atteint 33 % en 1974 ; 2) c'est par ses propres moyens que Porto-Rico exportations passent de 235 à 3 217 millions, mais les importations de 344 à 4 261 millions dans le même temps. Et Muñoz, qui se vantait d'accroître en chiffres ronds, et absolus, 31 le pourcentage officiel du chômage est pratiquement inchangé : 12,9 % contre 12,3 % ; 41) ainsi que le nombre des émigrés (34 000 à 36 000 par an) ; 5) selon le rapport du Comité de planification économique de 1974, 45 % des familles sont au-dessous du seuil officiel de « dénuement » ; 7,5 % au-dessous du niveau des « dénuement » ; 8) Muñoz, le président conservateur de San-Juan, 850 000 Porto-Ricains mentionnent (le food stamps) ou des surplus agricoles américains.

Comment le gouvernement de l'île et son régime réussissent-ils encore à masquer les questions fondamentales : à quel profit le développement de Porto-Rico, et à quel prix ? La corruption est systématiquement entretenue entre le progrès en chiffres absolus (très malgré l'inflation) et la régression en chiffres relatifs — accroissent ainsi la polarisation entre riches et pauvres. La fonction de la croissance ne tient compte ni de la hausse des prix, ni du chômage, ni du déséquilibre des échanges, ni de l'hyperinflation de l'île ou du marché américain.

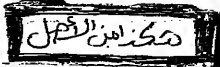
Au cours des deux dernières années, le gouverneur rochiste à l'I.T., pour un prix trois fois supérieur à sa valeur marchande, la compagnie de téléphone de l'île qui est au seul du non-fonctionnement, il confie à l'entreprise (dont il est T. G. T.) la maintenance et la censure remise en état de la compagnie, il lui laisse le monopole profitable des communications avec le continent, et proclame bien fort qu'il ne s'agit pas d'une nationalisation mais de la mise au service des investisseurs étrangers, le système de communication indispensable à leurs activités économiques.

Peu après, le gouverneur rochiste les trois compagnies de navigation américaines dont l'augmentation des tarifs risque de décourager les industriels qui dépendent des transports maritimes pour 92 % de leurs transactions. Ce sont toujours les Porto-Ricains qui paient. Enfin, dans son dernier message, le gouverneur annonce, pour 1976, une réduction de 14 % des dépenses de l'État (sauf dans le domaine de l'aide à l'investissement) et une augmentation de 5 % des impôts locaux — dont sont exemptés les sociétés étrangères.

En système capitaliste, l'infrastructure est toujours financée par l'État et l'île profite toujours plus aux industriels ; dans l'île, l'infrastructure c'est la route, le rail, mais aussi le transport maritime, le téléphone et, comme ailleurs, l'éducation, la formation professionnelle, bref ce qui favorise l'accumulation du capital. Ce qui distingue Porto-Rico, c'est la concentration ultime du processus et le sacrifice exorbitant imposé au peuple. C'est un peu comme si les Porto-Ricains étaient contraints de participer à un effort de guerre permanent. « Vive comme des anges, produisez comme des démons », telle était déjà la consigne de Luis Muñoz Marín.

Un cheval de Troie financier

L'AMBITION DU gouvernement s'oriente généralement trop tard dans des directions qui ont une portée à long terme. Ainsi envisage-t-on de convertir la base aérienne désaffectée de Ramey en site d'enseignement « scientifique » et « technologique ». L'occasion de réduire l'énorme dette de l'État, de développer l'industrie de l'île, de développer les ressources technologiques de haute qualité qu'elle possède à celles que l'on trouve ailleurs. L'intention est louable, mais, outre que la réalisation du projet est d'abord perdue par le



LE MONDE DIPLOMATIQUE — JANVIER 1976 — 9

promoteurs de l'opération « Bootstrap » sont les contraintes de vendre au secteur privé leurs entreprises publiques. La première phase de collaboration industrielle avec l'États s'efforce d'attirer des capitaux américains dans les profits sans exportations, s'avère une troisième phase où le gouvernement local tente d'intégrer Porto-Rico dans l'ordre économique international en développant la recherche appliquée sur son territoire, en favorisant le réinvestissement des bénéfices dans des affaires locales, en tentant de transformer Porto-Rico en centre de distribution du capital dans l'ensemble des Caraïbes et, pourquoi pas, en Amérique latine. Porto-Rico n'est plus seulement une « province industrielle », elle est en passe de devenir le cheval de Troie du capital américain dans les Caraïbes.

Pour encourager le réinvestissement local, les exonérations fiscales réservées au secteur industriel sont élargies à partir de 1974 à l'immobilier : les banques américaines spécialisées dans l'hypothèque affluent : Cameron Brown, Trust Mortgage C^o, International Charter Mortgage. Le gouvernement colonial voit deux avantages : la relance de la construction (donc la création d'emplois) ainsi que la solution au problème de logement (plus de 25 % de logements sont insalubres). Mais le gouvernement ignore que : 1) la dépendance hypothécaire va s'ajouter à la dépendance industrielle ; 2) les bénéfices accumulés seront inévitablement investis dans des opérations inno-

masses des mal-logés.

En 1981, l'un des nouveaux développements du tourisme industriel, à Polmas-de-Mor, sur la côte du sud, est un énorme complexe touristique, qui a été financé par la Banque mondiale et achevé en 1981 par Ses Pines Cx, les constructeurs du Hilton Head Island en Caroline du Sud. L'imaginaire ne perd pas ses droits de cité. Le petit pays qui a été le théâtre de la révolution agricole en lançant sur le marché des formules populaires (le « condohotel »), un hôtel en co-propriété, se lance dans le tourisme de masse et se rembourse l'apport personnel, vous vous engagez à rembourser l'hypothèque, vous gardez le droit de louer votre appartement, vous pouvez vous y consacrer, vous confiez la gestion à un organisme qui vous rembourse.

Le gouvernement a récemment demandé au Congrès l'autorisation de participer à la Seneca Convention, qui se tiendra à New York, en lien avec le concours du Royaume-Uni et du Canada. La réponse, vraisemblablement favorable, portera sur le développement de l'agriculture, des mines et du tourisme dans les Caraïbes. Sans doute sera-t-il question de la République dominicaine, du Venezuela, les pays du CARICOM (Communauté des Caraïbes), du Suriname, du Guyana, du Bahamas, des Vierges britanniques, des îles Cocos et Turk, Haïti et la République dominicaine.

« Le devoir
de chaque homme
qui se respecte »

AJOURD'HUI, les installations militaires américaines comprennent la base navale de San-Juan, Fort-Buchanan, Fort-Allen, Sotomayor, l'aéroport international de Ponce, le port portofortino, et la complexo naval de Roosevelt Roads — une des installations les plus vastes du monde — qui ont coûté à Cuba plus d'un milliard de dollars. Avec les missiles de l'Atlantic Fleet Weapons Range (implantés dans les îles Culebra et Vieques), cent cinquante sous-marins nucléaires, deux cents avions supersoniques, c'est là que sont expérimentées les nouvelles armes utilisées au Vietnam.

Cette présence américaine déclencha des conflits contre Santo-Domingue en 1965 et les mouvements de libération en Amérique latine. Les États-Unis ont financé les opérations militaires, les relations de Porto-Rico avec sa métropole sont restées sous le signe de la répression militaire : les dirigeants cubains furent assassinés, les intellectuels emprisonnés, les journalistes déportés, les mandats per le général Nelson A. Miles, le responsable du massacre des Indiens d'Wounded-

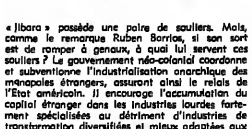
tir, incarcéré à San-Juan, il l'expulsa :
« J'eus d'être prisonnier à Porto-Rico, dors-je comme un animal dans une cage relative au monde du système à l'école, quelle qu'en soit l'expression, nie ce qui sapère l'être humain de l'animal la liberté. (...) Dans un pays où 13 % de la terre cultivable est occupée par une armée étrangère qui transforme notre territoire en ce vaste arsenal atomique ; où la jeunesse est contrainte de se battre dans des guerres déclarées par une nation étrangère, incapable presque l'historique et à l'impor sans représentation n'est que tyrannie ; où les lois d'un parlement étranger s'appliquent à nos citoyens, nous sommes réduits à ridiculiser ainsi les règles de la représentation démocratique, le combat pour la libération nationale est devenu le devoir de chaque homme et de chaque femme qui se respecte, »

La plupart des « concessions » arrachées aux Nord-Américains l'ont été à des moments de crises internationales lorsque l'importance stratégique de Porto-Rico est plus manifeste : en 1910, le ministre allemand des affaires étrangères Zimmermann envoie à son ambassadeur au Mexique un télégramme où il propose que le Mexique et l'Allemagne « fassent ensemble un pacte qui signifierait ensemble le poids » américain en récompense une aide financière qui permettrait au Mexique de « reconquérir les territoires perdus de Nouveau-Mexique, du Texas et de l'Arizona ». L'année suivante, le Congrès accorde aux Portoricains la citoyenneté américaine (James Agee).

écologique



1000



Dans un discours aux Nations unies, Juan Mari Bras, secrétaire du parti socialiste portoricain (P.S.P.), remarqua en août dernier que les capitaux nord-américains se distribuent presque également entre les « investissements financiers » (6 829 millions de dollars en 1974) prêtés au gouvernement colonial pour améliorer l'infrastructure nécessaire à l'expansion des firmes étrangères, et les « investissements directs » (4 112 millions), concentrés dans l'industrie.

statut colonial et néo-colonial : jusqu'à une date très récente, Porto-Rico ne disposait pas de res-

sources naturelles immédiatement exploitables ; et, depuis l'invasion de 1898, Porto-Rico entre-tient avec la métropole des rapports « particuliers » qui ne sont ni ceux d'un cinquante et unième Etat ni ceux d'un gouvernement néo-colonial simulant l'indépendance nationale.

l'investisseur américain à utiliser le territoire portoricain comme le lieu privilégié de la pollution : il y importe le pétrole brut qui — une fois raffiné — est ré-exporté au stade intermédiaire dans la métropole où s'effectuent la finition et la semi-finition, moins polluantes et génératrices d'un plus grand nombre d'emplois. Quant au statut particulier de l'île, il exclut toute tentative,

timide soit-elle, d'établir des relations avec d'autres pays sans l'accord explicite du gouvernement des Etats-Unis.

Porto-Rico est une colonie au sens classique, même si les circonstances historiques et géologiques lui donnent un caractère « moderniste » : 1) tout le pouvoir réel est situé hors de l'île ; le pouvoir législatif est au Congrès, l'exécutif

la Maison Blanche et le judiciaire à la Cour suprême; 2) l'économie de l'île est tégélodée par les monopoles nord-américains, qui décident de son orientation selon les intérêts du moment; 3) de 1898 à 1940, l'économie est centrée sur la monoculture de la canne. Dans les années 50, l'industrie légère domine l'île — le vêtement, le sous-vêtement (Porto-Rico est à l'époque la capitale mondiale des soutiens-gorge), les appareils électriques. A partir des années 60, le main-d'œuvre asiatique, moins coûteuse, rend,

industrie légère moins profitable; alors le capital *industriel* *réorienté* pour la troisième fois l'économie nationale vers l'industrie lourde, le pétrole, l'acier, l'automobile, le matériel militaire, le ciment, générateur de peu d'emplois, les raffineries, les industries pétrochimiques et chimiques. On croit que le Brésil a créé 100 000 emplois par an, ce chiffre est en fait de 10 à 20 000. On ne compte pas la fin des années 60 et du début de la décennie suivante: 3) Porto-Rico est l'un des principaux fournisseurs des États-Unis: elle est, en chiffres ronds, le 10^e fournisseur des États-Unis, devant le Canada, le Japon, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne; et, par habitude, son premier client, assurant ainsi 60 % de son commerce avec le monde entier. 4) Porto-Rico est per ailleurs participant de l'indépendance nationale engagée dans un processus de modernisation tant que d'objectif n'est pas l'indépendance nationale, mais le développement économique dans une dépendance qui n'apporte ou apporte que des avantages éphémères. Luis Muñoz

(Lire la suite page 10)

justice pour tous et partout. Un prince libéré à l'Evangile est au-dessus de l'idéologie. Trop souvent, on se rabat sur l'idéologie, parce que c'estotisaienn d'un point de vue intellectuel.

» Je condamne le capitalisme. Je ne suis pas marxiste, mais transcendantaliste. Le capitalisme est un système d'exploitation. L'incarnation de l'Antichrist, le Diable lui-même structure. Il pille les ressources naturelles, il exploite les ravale-

« Comment voulez-vous croire en une Eglise qui est aux côtés du pouvoir, de l'oppression et de la richesse. Je condamne le capitalisme et son Dieu... le bien-être... »

« hiérarchie » opposée au « refus hiérarchique » ? Les hommes de lettres devraient tomber ? Combien d'évêques allaient en prison ? L'esprit de Dieu est un mot, il est en vous, nous sommes à égalité. Les évêques devraient être élus par le peuple, les prêtres aussi, et les enseignants — en dix mots que le peuple ait son mot à dire. Le crime de défection est un processus collectif. Ce n'est pas parce que je suis évêque que je fais défection, seul, j'ai enseigné à l'université pendant dix ans, j'ai participé aux principes du système coopératif ; le peuple a vu comment le fonctionnement peut aider à transformer notre monde.

« Mon esprit c'est que, des ruines du capitalisme, s'élève une forme de socialisme où le peuple pourra — véritablement — participer, où les gens, où les gens, où les gens comptent tous, les gens comptent tous, les gens comptent tous ».

Les contraintes d'un « modèle » imposé de l'étranger

ECONOMIE ET REPRESSION AU CHILI

Par JAMES F. PETRAS *

Dans les premiers jours de janvier, la démission de plusieurs hauts fonctionnaires de l'armée, a conduit les dirigeants militaires à une série de décisions en faveur de la démocratie. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Le développement de l'industrie automobile est aussi en crise, comme l'atteste la chute des ventes de l'année, qui a passé de 50 000 unités en 1974 à 17 000 en 1975. Dans ce contexte, l'industrie automobile est en crise, comme l'atteste la chute des ventes de l'année, qui a passé de 50 000 unités en 1974 à 17 000 en 1975.

La faillite économique d'un grand nombre de membres de la petite bourgeoisie est un des principaux symptômes de la crise. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

La faillite économique d'un grand nombre de membres de la petite bourgeoisie est un des principaux symptômes de la crise. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Appauvrissement des masses et concentration du pouvoir économique

La condamnation de la junte pour son utilisation systématique de la torture, sa violation des droits de l'homme et ses méthodes d'état policier ont été dénoncées. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

La condamnation de la junte pour son utilisation systématique de la torture, sa violation des droits de l'homme et ses méthodes d'état policier ont été dénoncées. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

La condamnation de la junte pour son utilisation systématique de la torture, sa violation des droits de l'homme et ses méthodes d'état policier ont été dénoncées. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

La condamnation de la junte pour son utilisation systématique de la torture, sa violation des droits de l'homme et ses méthodes d'état policier ont été dénoncées. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

La condamnation de la junte pour son utilisation systématique de la torture, sa violation des droits de l'homme et ses méthodes d'état policier ont été dénoncées. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Insurrectionnelle
nomique

Les économistes de la junte ont appliqué les méthodes de traitement de choc à propos de l'insurrection. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Les économistes de la junte ont appliqué les méthodes de traitement de choc à propos de l'insurrection. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Les économistes de la junte ont appliqué les méthodes de traitement de choc à propos de l'insurrection. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Les économistes de la junte ont appliqué les méthodes de traitement de choc à propos de l'insurrection. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Les économistes de la junte ont appliqué les méthodes de traitement de choc à propos de l'insurrection. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Calendrier des fêtes nationales

10-15 JANVIER	Fête nationale
16-20 JANVIER	Fête nationale
21-25 JANVIER	Fête nationale
26-30 JANVIER	Fête nationale
31 JANVIER	Fête nationale

Le Monde
DOSSIERS
ET DOCUMENTS
LE NUMERO DE JANVIER
EST PARU
Il comprend
dans la série « Société »
PARIS
QUI BOUGE
et dans la série « Économie »
LE BUDGET
DE L'ÉTAT

Les économistes de la junte ont appliqué les méthodes de traitement de choc à propos de l'insurrection. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Les économistes de la junte ont appliqué les méthodes de traitement de choc à propos de l'insurrection. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Les économistes de la junte ont appliqué les méthodes de traitement de choc à propos de l'insurrection. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Les économistes de la junte ont appliqué les méthodes de traitement de choc à propos de l'insurrection. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Désintégration de la base sociale du régime

Le coup d'état qui renversa le régime de Pinochet a été soutenu par diverses forces sociales, allant de la petite bourgeoisie aux banques multinationales et internationales. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Le coup d'état qui renversa le régime de Pinochet a été soutenu par diverses forces sociales, allant de la petite bourgeoisie aux banques multinationales et internationales. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Le coup d'état qui renversa le régime de Pinochet a été soutenu par diverses forces sociales, allant de la petite bourgeoisie aux banques multinationales et internationales. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

L'échiquier international

Dans une circulaire interne, le ministre des affaires étrangères chilien s'est efforcé de définir la situation internationale à l'égard du régime de Pinochet. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

Dans une circulaire interne, le ministre des affaires étrangères chilien s'est efforcé de définir la situation internationale à l'égard du régime de Pinochet. Les pressions militaires ont été levées, et les militaires ont été réintégrés dans les rangs de l'armée.

* Professeur de sociologie à l'université d'Etat de New-York à Binghamton.

(Lire la suite page 14)

LES MILITAIRES ET LE POUVOIR... ...en Afrique Noire



(AFP - Paris)

II. — Une même impuissance face aux nouvelles visées étrangères

L'éviction des civils n'ayant jamais fait disparaître la difficulté de gouverner, l'ensemble des dirigeants d'Afrique noire restent, quelles que soient leurs origines, confrontés aux mêmes problèmes de maintien de l'ordre, de développement économique ou de relations avec les puissances étrangères. A cette différence que le pouvoir militaire assume souvent des fonctions particulières dans les sociétés africaines en formation et qu'il s'adapte derrière la force des armes (voir la première partie de ce dossier dans le Monde diplomatique de décembre 1975).

La dépendance, plus ou moins accusée, à l'égard du monde occidental est aussi un lot commun en Afrique noire, à de rares exceptions près. Les misères en garde répétées que M. Kissinger a adressées à Moscou à propos de l'Angola sont venues soudain confirmer que l'Amérique a pris la relève des puissances occidentales, avec toutes les obligations qui en découlent. C'était la première fois que les Africains avaient l'occasion d'être informés aussi clairement de la détermination de Washington à défendre cette « chasse gardée », en une région « aussi éloignée de l'URSS », pour reprendre l'expression du secrétaire d'Etat américain. La vigueur des réactions américaines laisse toutefois supposer qu'il ne s'agit pas seulement de préserver l'exclusivité des intérêts économiques : la nature du régime qui gouvernera l'Angola peut avoir des conséquences importantes pour la réussite en Afrique australe de la stratégie qui est en train de se mettre en place de l'océan Indien à l'Atlantique sud.

Dans cette perspective, le « dialogue » que Prétoria s'efforce d'établir avec ses voisins trouve sa pleine justification. Si l'Afrique noire est apparue divisée sur ce problème, le test angola a montré les limites au-delà desquelles la majorité de ses responsables ne peuvent s'enga-

ger, aux côtés d'un pays dont ils n'ont jamais cessé de dénoncer le racisme. Les diatribes lancées contre l'Afrique par M. Nixon, délégué américain aux Nations unies, n'y ont rien fait : l'Organisation de l'unité africaine a su au moins se garder d'intervenir dans le conflit jusqu'à présent. L'intervention armée de l'Afrique du Sud en Angola apparaît alors comme une maladresse qu'il conviendrait de rectifier, non qu'il soit pour autant question de renoncer à un projet stratégique dépassant de loin le cadre angola.

Aucune ligne de clivage n'a révélé que les militaires d'Afrique noire réagissent différemment des civils en cette affaire. Moins la diversité des régimes et des intérêts nationaux laisse prévoir de nouvelles divisions au sein de l'O.A.U., de nouveaux déchirements dans une région de l'Afrique désormais intégrée à une stratégie globale qui ne peut laisser l'Union soviétique indifférente. Une « guerre froide » va-t-elle réelle-

ment s'installer en Afrique noire ? Face à ce danger, la distinction de principe entre pouvoir civil et pouvoir militaire, entre services traditionnels et armées de libération, paraît bien vaine. Et, pourtant, la liste d'ici longue des coups d'Etat et contre-coups d'Etat n'est pas close.

MICHELLE PAUNET.

LE MOIS DERNIER

UN CERTAIN ORDRE, MAIS POUR QUEL PROGRES ?

- En l'absence d'une bourgeoisie forte, des interlocuteurs plus crédibles que le capital étranger (Ruth First).
- Les liens militaires avec la France (Guibert Cornu, Denis Morris) et avec la Grande-Bretagne (Suzanne Cronje).
- Manifestations tribalistes et affermissement du pouvoir (Christine Goulon).

L'après dans l'Afrique postcoloniale (Joseph Ritzel)

Zaire : le pouvoir absolu d'un militaire d'exception (Jean Rymann)

L'exception congolaise (François Parfait)

Les activités de la C.I.A. l'aide du Pentagone et le relais sud-africain

Un nouveau champ d'action pour les États-Unis

Par DANIEL SCHECHTER

L'AFRIQUE n'échappe pas aux vagues globales de l'histoire internationale, en général, et continue d'occuper une place particulière dans le calendrier de la politique étrangère américaine. La politique des États-Unis et ses programmes d'assistance militaire n'apparaissent pas toujours au grand jour, comme c'est le cas aujourd'hui à propos de l'Angola, mais la n'en ont pas moins une influence considérable dans ce continent où les filles militaires, l'ont été, en Occident, jouent un rôle croissant.

L'action de la C.I.A., les programmes d'assistance militaire et deux documents ultra-confidentiels récemment divulgués montrent que l'intervention — directe ou indirecte — des États-Unis dans les affaires africaines est permanente. Elle va de la participation à certains coups d'Etat à des intrigues secrètes plus subtiles, de l'appui officiel à certains États d'importance stratégique à une complicité silencieuse aux certaines politiques coloniales, ou avec le système d'apartheid.

Le gouvernement Ford a jugé pratique pour sa politique de diviser l'Afrique en trois régions distinctes. Les États d'Afrique du Nord ne sont que le prolongement du monde arabe et du Proche-Orient. Les pays d'Afrique noire au sud du Sahara, sont perçus en termes de problèmes de développement, alors que la satisfaction des besoins primaires comme leur importance industrielle collective. Enfin, le sud de l'Afrique, zone la zone critique, où la présence de grandes sociétés américaines et occidentales a élargi l'alliance de Washington et de Pretoria, malgré tous les discours officiels affirmant le contraire. D'un bout du continent à l'autre, les diplomates américains prônent la coopération politique et une stratégie de développement économique en prise directe sur les marchés et les investissements occidentaux. Les objectifs fondamentaux restent la stabilité politique et la résistance aux influences communistes et révolutionnaires.

Il s'agit là aussi d'une politique

néo-colonialiste, inspirée par les grandes firmes américaines qui ont renoué l'économie mondiale depuis la guerre. L'absence d'industrialisation, le manque de capitaux, la disparition des anciennes structures coloniales et leur remplacement par de nouveaux modèles politiques et économiques qui donnent tous les outils de l'indépendance, l'absence de manières, le manque de la culture étrangère et des pressions constantes multinationales, visent à forger des régimes stables et idéologiquement acceptables.

Les États-Unis ont des intérêts économiques toujours plus grands en Afrique. Selon M. William Cooper, président de l'Institut afro-américain, financé un certain temps par la C.I.A., les ressources et les marchés africains deviennent de plus en plus importants pour les sociétés américaines. « Mis à part nos besoins futurs en ressources d'origine africaine, écrit-il dans l'*Africa Report*, nos relations commerciales avec ce continent sont rapportées de bon bon. Nos, au cours des six premiers mois de 1974, les exportations américaines en Afrique ont augmenté de 55 % par rapport à la première moitié de 1973 (l'équivalent à 187 millions de dollars) alors que nos importations (principalement du pétrole du Nigeria) ont plus que doublé (atteignant

272 000 dollars). Au cours de l'année 1974, près de 100 transactions et investissements en Afrique, les sociétés américaines ont probablement gagné les sommes de l'ordre de 1 300 000 dollars. M. Cooper renforce son avis de l'importance d'une aide américaine accrue à l'Afrique, fondée sur ce qu'il nomme « nos intérêts géopolitiques ».

Les grandes sociétés américaines des institutions gouvernementales évitent en général de tenir ce langage. Le secret est en effet le signe distinctif, commun à tous les collèges étrangers de M. Kissinger, bien que l'une de ses études confidentielles sur l'Afrique, maintenant publique, révèle que les options politiques et les moyens d'action sont formulés à l'aide de concepts soigneusement élaborés à partir des intérêts américains. Le Pentagone fournit à nombre d'états africains armés et programmes d'assistance dans le cadre de ce qu'il nomme publiquement « coopération de la paix ». Dans les documents et discussions internes, cette aide est présentée de façon cohérente : elle vise à former des élites militaires loyales aux États-Unis, à renforcer leur puissance militaire globale et, grâce aux ventes d'armes, à dégrader des défenses régionales au redressement de la balance des paiements. Les grandes entreprises gouvernementales profondément mêlées aux affaires africaines et à la C.I.A., dont les accords commencent seulement à être connus.

L'avenir de l'Amérique en Afrique

La C.I.A. n'avait pas attendu cette déclaration pour se lancer dans un programme diversifié d'appui aux diverses institutions dont chacune avait reçu une mission spécifique dans le cadre de la division impériale du travail : l'Institut afro-américain (*African-American Institute*) avec son programme de bourses, de publications et de colloques entre élites multinationales complicités nationales par de grandes firmes ; le Centre d'études africaines afro-américain (*African-American Labor Center*) dirigé par Irving Brown, l'homme qui avait gagné ses galons dans les luttes syndicales anticomunistes en Europe au cours de l'après-guerre et dans la création de syndicats africains, ainsi que la Société américaine pour la culture africaine (*American Society of African Culture*) qui encourageait les nationalistes culturels pour faire pièce au panafricanisme militant. Ces divers canaux se combinent pour offrir une infrastructure de pénétration politique et culturelle touchant à tous les aspects de la vie et de l'organisation de la société, afin, pour reprendre la formule bien connue, de « forger de nations » en forçant une élite et une base idéologique. La C.I.A. n'agissait pas seule : d'autres institutions gouvernementales, de grandes fondations, des universités et des entreprises américaines travaillaient à ses côtés.

(Lire la suite page 16.)

ARMORIAL
GRAVEUR MARQUINIER

88, FAUBOURG SAINT-HONORÉ — 26, AV. VICTOR-HUGO
27 000, BOULVARD RASPAIL — PALAIS DES CONGRES 77 MAILLOT
PARIS

Les avant-postes de la pénétration

L'AFRIQUE est un continent dont l'Amérique officielle n'a jamais eu grand-chose. C'est la C.I.A. qui fut chargée d'organiser la première opération d'enquête en matière de collecte de renseignements et d'établir les structures qui devaient servir à la pénétration des États-Unis. Comme la C.I.A. ne consacre qu'une faible partie de ses efforts à l'Afrique, l'ancien fonctionnaire de l'Agence Victor Marchetti et l'ancien agent de renseignement du département d'Etat John Marks rapportent dans leur livre la C.I.A. et le rôle du renseignement (1) que seuls 300 employés sur les 400 affectés aux opérations clandestines de l'Agence travaillent sur ce continent, c'est-à-dire 6 % des effectifs totaux. Un spécialiste de l'Afrique, Bruce Oudes, en a déduit dans *Africa Report* (juillet-août 1974) que « ces 300 ne peuvent servir plus ou moins de 6 %

du budget global des opérations clandestines de la C.I.A. », qu'il situe aux environs de 25 à 30 millions de dollars par an.

La C.I.A. a lancé ses premières opérations africaines dans les années 50 alors que la majeure partie du continent était encore sous domination coloniale. Pendant cette période, le département d'Etat faisait cause commune avec ses alliés européens, la C.I.A. repartait et appuyait de façon sélective les factions pro-occidentales des mouvements nationalistes qui revendiquaient alors l'indépendance.

Après sa tournée en Afrique, en tant que vice-président, M. Richard Nixon fit allusion à cette dimension secrète de la politique américaine devant une commission du Sénat en 1967 : « Les intérêts futurs de l'Amérique sont tels que nous ne devons pas hésiter à contribuer au départ de puissances coloniales stables en Afrique. Si, ce faisant, nous pouvons nous attacher l'opinion indigène,

Lire pages 16 à 20

- P. 16-17. — Suite de l'article de Daniel Schechter. — L'essor spectaculaire du commerce des armes. Henry Kissinger. — La puissance militaire de l'Afrique du Sud, Abdel S. Miny.
- P. 18-19. — Armées « orthodoxes », armées de libération, Basil Davidson. — Les limites de l'indépendance économique, Catherine Coquery-Vidrovitch. — Nigéria : Une solution provisoire qui s'effrite, Bridget Bloom. — Ouganda : Les opérations d'une dictature privée de base sociale, Mahmood Mamour.
- P. 20. — Fin de l'article de Catherine Coquery-Vidrovitch.

(1) Robert Tafton, Paris 1975.

de l'Afrique après notre expérience
au Vietnam.

de l'Afrique après notre expérience
au Vietnam.

Les choix politiques liés à une telle décision furent explicités dans une étude entreprise par un groupe de travail interministériel sur l'Afrique par le compte du Conseil national de sécurité. Approuvé par le président en février 1970, le mémorandum des décisions du Conseil national de sécurité (NISCOM) n° 33 passe en revue les choix possibles pour les Etats-Unis. Il définit également les objectifs de la politique américaine tout en reconnaissant que, dans certains cas, ils sont irrémédiablement

- 1) minimiser l'éventualité d'une implication directe des Etats-Unis dans le conflit;
- 2) empêcher l'Union soviétique et la Chine d'exploiter la situation raciale en vue d'acquiescer une tommence politique sur les gouvernements africains et les mouvements de libération;
- 3) encourager les régimes coloniaux et ceux, républicains, qui pourvoient d'une minorité blanche à modérer leur politique raciale et coloniale;
- 4) améliorer la position américaine sur les questions raciales en Afrique et dans les Caraïbes;
- 5) protéger les intérêts économiques, scientifiques et stratégiques des

Etats-Unis dans la région, ainsi

sur leur marge de manœuvre. Les deux principales possibilités envisagées par les dirigeants cubains pour atteindre ces objectifs, aucune n'excluait une intervention américaine. Celle-ci était la plus adoptée par les dirigeants, que l'on désignait familièrement sous le nom de «*la Bahya*» dans les cercles dirigeants) comment des retournements qui seraient davantage les «*regimes-Unis* aux régimes à domination cubaine», une intervention américaine pour «*servir la stabilité*» de l'Amérique latine et l'accès aux matières premières, elle était fondée sur des postulats qui furent remis en question la suite du 23 avril et de la décolonisation rapide des territoires portu-

la façon dont elle est formulée et son cadre conceptuel révèle la nature et l'orientation de la pensée planétaire de M. Kissinger :

Les Blancs sont en Afrique et y rester et c'est seulement parce que des changements constructifs peuvent intervenir. Les Noirs ont un espoir de conquérir les politiques qu'ils désirent par la violence ; ils ne peut y parvenir sans la coopération des Blancs ; mais des possibilités accrues de coopération des communistes sont suffisantes de manière sélective pour nous à l'égard des blancs.

blancs, nous pourrions susciter une certaine modification de leur politique coloniale et raciale. Par une aide économique plus substantielle aux Etats noirs (un total annuel de 5 millions de dollars en assistances techniques) nous pourrions contribuer à rapprocher Etats noirs et blancs et exercer sur eux une influence nuisant à des changements pacifiques. Ce sont nos intérêts tangibles qui constituent le fondement de nos contacts dans cette région du monde et nous pourrions les préserver en payant un prix politique acceptable. »

Ainsi, pendant que les Etats-Unis continuent d'exploiter et pillent les continents d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ils discréditent à « assassinat » les restrictions qu'ils étaient censés imposer à ces pays pour des raisons politiques. Le document ne se préoccupe pas d'ailleurs des aspirations des peuples non blancs. C'est au contraire une formule pour préserver le *status quo*, même au prix de la perpétuation de l'oppression de la majorité des peuples de cette planète. L'objectif camouflé est de ménager un environnement stable aux énormes investissements des Etats-Unis et de l'Occident. Pendant

soutenu de la même manière le gouvernement portugais qui disposait, en guise des armes américaines et des militaires formés aux Etats-Unis, dans ses guerres contre les mouvements de libération africains.

M. Henry Kissinger n'a pas encore eu son tour de salon en Afrique, mais on sait qu'il a fait une « visite privée » en Afrique du Sud au début de l'été 1976. On ne peut pas lui reprocher que sa présence semble s'accomplir d'un terrain pacifique. L'Afrique du Sud est un pays qui a subi de nombreuses épreuves, mais qui ne connaît maintenant aucune stratégie d'attente pour combattre les risques de la guerre. Kissinger a donc eu son tour de salon en Afrique du Sud de mai 1975, le premier secrétaire d'Etat américain à aller en Afrique du Sud. Thérèse, qui est depuis passé au journalisme, rapporte que M. Kissinger a dit à l'occasion de sa visite en Afrique nord « *New York Times*, mai 1975). Le secrétaire d'Etat a fait quelques déclarations qui ont été jugées comme étant un grand déplacement, s'entendrait avec le bloc noir, et a fait une déclaration d'« *Observer* » de New York, le 15 mai 1975, dans laquelle il a déclaré à propos de la politique de l'Afrique du Sud, que le premier secrétaire d'Etat pour l'Afrique du Sud, M. Kissinger, a déclaré que les États-Unis ne se sont pas opposés à la politique de l'Afrique du Sud, mais qu'ils ont soutenu la politique de l'Afrique du Sud. M. Kissinger a déclaré que les États-Unis ne se sont pas opposés à la politique de l'Afrique du Sud, mais qu'ils ont soutenu la politique de l'Afrique du Sud. M. Kissinger a déclaré que les États-Unis ne se sont pas opposés à la politique de l'Afrique du Sud, mais qu'ils ont soutenu la politique de l'Afrique du Sud.

chute du gouvernement Allende. La manière dont, l'an dernier, il orchestra le triple veto des Etats-Unis contre la proposition des Etats africains visant à expulser l'Afrique du Sud de l'ONU ne contribua pas non

Quelle que soit leur appréciation sur M. Kissinger ou la présidence américaine, les dirigeants africains ne peuvent pas ignorer la puissance et la richesse des États-Unis, et que, pour leur développement, ils ont besoin de l'aide américaine, encore qu'il soit évident qu'un honnête homme ne saurait se laisser séduire par les promesses du monde, s'accompagnant d'une politique de contrôle des ressources naturelles, qui conduit à l'exploitation des pays mineurs dans une rapace avec les États-Unis.

De leur côté, les États-Unis ne peuvent pas ne pas nous inquiéter l'Afrique. La logique de leur vocabulaire à l'égard économique et au pouvoir est la même. Ils ne peuvent pas se contenter pas à leur politique d'intervention active. Les événements d'Algérie, du Mali, du Congo, du Bénin, du Gabon, du Congo ont freiné jusqu'à présent l'intervention de Washington, et en même temps ont encouragé les ennemis adverses du M.P.I.A. en ont donné une nouvelle confrontation.

Effets de la crise pétrolière et reproduction des conflits au Nord

L'essor spectaculaire du commerce des armes

[illegible]

Tout est pour nous en partie le résultat de la « révolution » de la Libye. L'oupdague était un cadavre de la Libye à l'occasion de la visite du colonel Kadhafi dans ce pays. Le régime égyptien, qui avait été jusqu'à ce jour un modèle, reçoit des modèles démodés (l'ancien régime), au fur et à mesure que des choses américaines très avancées remplacent des modèles encore modernes (l'ancien régime). Les États-Unis ont une norme africaine. Opposants au régime, les mouvements de libération de l'Érythrée contribuent à reproduire le champ de bataille du Proche-Orient. Les États-Unis ont une norme des arabes; la fraction progressiste est soutenue par l'Irak, la Syrie, le Yémen du Sud; l'autre fraction, les Forces de libération populaire (FLP), est soutenue par l'Arabie Saoudite, la Libie et de la Libye.

Mais le crise du pétrole a eu, et peut-être d'une façon plus considérable, des implications indirectes sur le commerce des armes et sur l'Afrique. Elle est à la fois une cause et une conséquence de l'aggravation des conflits entre nations industrialisées de l'hémisphère nord. Une conséquence dans la mesure où le concurrence industrielle, en particulier le montage de l'Europe et du Japon, a accru la marge d'autonomie des gouvernements du tiers-monde. Une cause dans la mesure où le pétrole doit être payé

propre développement et des échanges commerciaux. L'industrie chinoise n'est toujours soumise à la censure du parti communiste. Les importations n'ont été que de 100 millions de dollars en 1980, et les exportations n'ont été que de 100 millions de dollars en 1980. Le commerce extérieur de la Chine est donc très limité. Le commerce extérieur de la Chine est donc très limité. Le commerce extérieur de la Chine est donc très limité.

tes impératifs industriels et commerciaux, ne peut que solliciter le rôle qui s'opère actuellement en Afrique phonique. A quelques exceptions près, les anciennes colonies françaises sont enclavées dans la France, dont elles ont reçu une assistance militaire (entraîn-
compromis) assez réduite, mais l'assistance économique est, au cas de nécessité. A l'heure d'ici, il apparaît que, pour le gou-
vernement français, le besoin de vendre
armes est plus grand que le risque
d'indépendance des Etats africains. Les
cas de combat sont pour la première
fois en Afrique. L'indépendance est
la France aide, par exemple, le
à mettre en place une force
simple transaction. Très souvent,
l'installation d'un système de défense
est le signe d'un symptôme
d'indépendance qui, dans les
équipements militaires eux-mêmes,
porte des bénéfices immédiats en

Par MARY KALDOR ²

FBI MARK NEDER

Les exportations d'armes qui résultent de la concurrence entre pays industrialisés ont tendance à reproduire ce conflit dans un contexte africain. La sensibilité de l'Afrique à tout ce qui se passe dans le Nord industrialisé est spectaculairement mise en évidence par le changement de régime au Portugal et la décolonisation du Mozambique et de la Guinée-Bissau qui en a été la conséquence. La Tanzanie et la Zambie sont encore, cependant, sujettes à des incursions sérieuses de la part de nations blanches... elles s'agitent, donc, en

conséquence. La Tanzanie a acquis de

avions de combat chinois, on lui entrainé des réputation d'un autre ordre, car l'Occident a acheté des quantités considérables d'équipements soviétiques ; ainsi, le conflit entre les deux pays apparaît le résultat d'un jeu d'échecs. De même, le conflit existe entre les deux superpuissances s'exprime dans le « come de l'Afrique ». Cette zone longtemps été considérée comme d'importance stratégique dans la mesure où elle commande le passage de l'océan Indien à la mer Rouge et jouxte le Proche-Orient. Le gouvernement militaire du régime de Khartoum a pu ainsi recevoir des armes américaines, dispositions malgré tout avec une certaine hésitation, cependant que l'assistance mili-

été mentionnée. Une autre source pos-

Ces laïcs ne sont pas simplement des détails pittoresques de relations internationales plus vastes. Leur signification est beaucoup plus inquiétante. L'explication réside dans le fait que les conflits conçus dans les pays industrialisés du Nord sont financés et mis en pratique dans le Sud. Il se peut que les Arabes aient en mesure de payer leurs armes et bien d'autres choses avec le pétrole. Les Français, les Britanniques et les autres puissances industrielles peuvent payer leur pétrole avec des dollars. Les Arabes, les Français, eux, se trouvent saisis pour payer le privilège de donner à leurs dirigeants davantage de moyens efficaces de destruction.

IMPORTATIONS D'ARMES EN 1964-1973

(en millions de dollars)

Pays Importateurs	Total	Réa- Us	U.R.S.S.	France	Ray- on, Un (1)	Tech- nologie vague	Chios (2)	Canada	Allem- agne R.F.	Autres
Maroc	2	2		5			2			
Burundi	2			2						
Cambodge	2	2		2				1		
Indes, Centrales	2			2						
Tchad	13								1	
Camero	7		7	2						
Guinée Equatoriale	120	114		8	3				39	
Républ.	13		4	3	15	4			1	4
Chad	1	1	21				6		1	1
Côte d'Ivoire	13			15					3	3
Libéria	3	3			15				6	1
Indes	8			14						1
Indes Malaises	1				1					
Malais	1		2	4						
Néerlands	3			2						1
Niger	1								1	
Nigeria	212	2	30	2		8		1	14	38
Belgiques	1	11			30					4
Senegal	6		3	9						1
Sénégal	8		1							2
Rouman	92	1	61		2		7		1	12
Tanzanie	1						2			8
Togo	6			3						4
Ouganda	7				3	4				
Haute-Volta	1									
Zaire	8	40		2						
Algérie	33			3						17
Arabie	117	120	217	28	16	1	4	17	9	23
Arabie	28		26	11	21		2	18	2	9
Arabie	180		24							
Arabie	29	29	28	1	1 056	691	1 893	242	8	1 301
Arabie	29	29	28	1	1 056	691	1 893	242	8	1 301
Arabie	29	29	28	1	1 056	691	1 893	242	8	1 301

Source : World Military Expenditures and Arms Trade, 1963-1973, Agence fédérale pour le désarmement et le contrôle des armes

(1) Les chiffres du Royaume-Uni sont trop bas. Ils ne comprennent que les ventes gouvernementales, qui couvrent environ un tiers des exportations totales d'armes du Royaume-Uni.

mement et du méutitions, aussi bien que des
conos cutisériens et des missiles sol-air
comme le Crotale.

Le marius (4 000 hommes et 10 400 réservistes) possède 3 sous-marins Daphné, 8 destroyers et navires porte-hélicoptères, 10 dragueurs de mines, 4 pétroliers. En outre, quelques corvettes et sous-marins sont en commande.

Noirveau rempart de l'Occident

DU point de vue militaire, l'Afrique du Sud est, sans conteste, la puissance dominante sur le continent africain et dispose d'une force de frappe considérable. Cependant si elle devait étendre son théâtre d'opérations au-delà de ses frontières, en Afrique ou pour soutenir le régime rhodésien, cette prééminence pourrait se trouver sérieusement ébranlée du fait d'une trop grande dispersion. De fait, les cadres de l'armée ont mis en garde la population blanche contre la faible « marge de sécurité » de l'Afrique du Sud, en évoquant la nécessité d'une vigilance et d'une préparation accrues face à la menace « terroriste » que représente la résistance africaine.

une période récente son principal fournisseur d'armes. Mais, depuis qu'elle s'est mise à appliquer l'embargo sur les armes décrit par les Nations unies, elle a été remplacée par la France. D'autres pays occidentaux comme les Etats-Unis et l'Allemagne, découragés par ces succès, ont cessé de fournir à l'Afrique du Sud plusieurs types d'armes particulièrement adaptés à la lutte contre la résistance nationale, comme le AM-3C et le MB-326 K, connu en Afrique du Sud sous le nom d'Impala. Si l'absence de nombreuses brèches dans l'embargo appliqué par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Allemagne, la France s'est assurée une quasi-exclusivité des fournitures d'armes à l'Afrique

Le 9 août 1975, le président français, alors en visite au Zaïre, a annoncé que son gouvernement n'allait interdire la livraison de certains matériels à l'Afrique du Sud. Néanmoins, on considère que cette décision ne s'applique qu'aux seules armes offensives « destinées à une utilisation continentale » et non aux armements défensifs ou destinés à la marine. Il est donc fort peu probable que l'Afrique du Sud soit privée de l'une quelconque des armes qu'elle obtient en France ces derniers temps.

Le développement de l'industrie d'armements à l'intérieur de l'Afrique du Sud a été fortement favorisé par la participation d'un grand nombre de sociétés occidentales sous forme d'investissements, d'octroi de brevets militaires et de formation de techniciens de codes sud-africains (1). En juin 1975, des documents rendus publics aux Nations unies révélèrent que certaines sociétés onest-allemandes avaient participé à la construction d'

court à Silvermine, près de Simonstown. Il faut également démontrer que ces sociétés avaient utilisé, en liaison avec le ministère de la Défense de Bonn, le système de codification de matériel et des pièces du ramage du L'OTAN. L'OTAN proclame par la suite qu'il n'y avait rien d'exceptionnel dans le fait que l'Afrique du Sud dispose du système de codification de l'OTAN, car celui-ci était également mis à disposition d'autres pays « neutres ».

Le système Advoocat est devenu opérationnel en 1973 et permet de surveiller, à partir de la côte sud-africaine, la totalité de l'Afrique du Sud jusqu'à l'Amérique du Sud, et l'océan Indien bien entendu. Les Etats-Universitaires de la région du Cap, en Afrique du Sud, ont toujours l'impression que les Etats-Unis envoient l'ensemble de leur matériel militaire sur cette côte. Bien que le gouvernement britannique n'ait mis fin à l'accord de Simonstown en juin dernier, cédant à des pressions politiques de plus en plus fortes, le gouvernement de Pretoria continue de mettre en œuvre un programme de grande ampleur qui vise à tripler la capacité d'accueil de

Tout indique que les grandes puissances occidentales s'appuient du manière croissante sur la position stratégique de l'Afrique du Sud pour assurer la sécurité de la route du Cap et fuir face à une prétendue menace

l'Afrique du Sud parvient à se faire reconnaître un rôle de défense clergé à l'échelle l'hémisphère, fondé sur ses orientations virulentes, elle aura alors la possibilité de faire valoir une alliance de première importance avec certaines puissances étrangères; elle en tirera des avantages inestimables pour la garantie de sa propre sécurité intérieure et un développement économique dans les Etats africains voisins.

La probabilité d'une telle évolution pose de sérieux problèmes à la lutte des libérateurs en République centrafricaine, République du Congo, République du Gabon, République de l'Afrique du Sud : toute menace sérieuse contre la stabilité et la sécurité de l'Afrique du Sud entraînerait des actions offensives dirigées contre les Etats africains menaçant la lutte de libération aussi bien que contre la population locale, comme l'a déjà prouvé l'intervention militaire sud-africaine en Angola. Le développement de la puissance militaire sud-africaine et de sa capacité à frapper bien au-delà de ses frontières, à l'intérieur même du potentiel d'immobilisation et de dissuasion pour tout continent africain. Mais, sans l'aggravation de la tension en Afrique centrale, c'est aussi danger qui menace la paix et la sécurité

(1) Les délégations du Congrès national africain (A.N.C.) d'Afrique du Sud, selon lesquelles l'Albanie de l'Europe orientale s'approprie à l'usage de son A.E.C. à Pretoria pour la production d'armes atomiques, ont été démenties par le gouvernement de Bonn, qui a toutefois confirmé, par ailleurs (cf. *l'Internationalist*, 27.12.74, p. 19), qu'en octobre dernier, une seule société australienne demandait sur les bords « aux côtes d'Afrique du Sud » la production de 200 tonnes de bombes atomiques ou nucléaires de 2 000 megawatts, ne pouvant a-t-il précisé, être utilisées pour la fabrication

100



Ecrans violents

FICTION - AGRESSIVITÉ - SOCIÉTÉ

Quel a commencé ? Les films ? La violence ? Pour l'histoire de la violence, cette question de l'ambivalence parait au tout cas complexe, et les statistiques bruyantes ont fait le débat : en 1960, on comptait 6,6 crimes en actes violents par 100 habitants ; en 1974, la télévision diffuse une violence plus forte que les autres médias, et 20 % des programmes télévisés ont des scènes de violence plus fortes que les autres médias.

Les sociologues, malgré ces chiffres, restent prudents et se gardent de voir dans le cinéma l'origine exclusive de l'agressivité moderne. Des hommes politiques, par contre, représentent, notamment, des exhortations à la violence, et des exhortations à la violence, et des exhortations à la violence.

Ces deux prolongements violents, apparemment opposés, sont en fait, sont-ils contradictoires, sont-ils complémentaires ? Les pouvoirs publics, dans ce cas, ont-ils le droit de la violence ou la violence a-t-elle le droit de la violence ? Les pouvoirs publics, dans ce cas, ont-ils le droit de la violence ou la violence a-t-elle le droit de la violence ?

En général, lorsque les pouvoirs publics morosent la violence, ils donnent un sens, ils la rendent systématique d'un seul côté de la société ; ils font d'un groupe le détenteur exclusif et exceptionnel de l'agressivité ; ils la donnent alors à la violence, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

Les analyses des criminologues, déclare-t-il, finissent par trouver toutes les causes exotiques. A la limite, la violence est innée. Il est le droit de la violence, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

De telles déclarations s'appuient sur des conceptions psychologiques préjudiciables ; elles ignorent que la violence est un fait social.

La violence présente au moins deux aspects : l'un est la violence physique, l'autre est la violence morale. La violence physique est la violence qui se manifeste par des actes de violence, la violence morale est la violence qui se manifeste par des attitudes de violence.

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

BIBLIOGRAPHIE

- Les Marques de la Violence, dossier de la violence, 1974.
- La Violence et la société, 1974.
- Jean Baudrillard, La violence, 1974.
- Jean Baudrillard, La violence, 1974.
- Jean Baudrillard, La violence, 1974.
- Jean Baudrillard, La violence, 1974.
- Jean Baudrillard, La violence, 1974.
- Jean Baudrillard, La violence, 1974.
- Jean Baudrillard, La violence, 1974.
- Jean Baudrillard, La violence, 1974.

Les pouvoirs publics ne peuvent pas empêcher la violence, mais ils peuvent la contrôler.

C'est précisément cette violence d'Etat que les meilleurs films politiques

Un débat piégé

La violence présente au moins deux aspects : l'un est la violence physique, l'autre est la violence morale.

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

Or c'est au lieu même où s'étend le discours que la violence se manifeste.

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ? La violence est un fait social, et la violence a-t-elle le droit de la violence ?

Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

révisée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Au sommaire de chaque numéro :

- ★ Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- ★ Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
- ★ Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
- ★ Une chronologie des événements.

Remarque importante :

5, rue des Italiens, 75001 PARIS CEDEX 09

Téléphone : 70-41-20

الشرق الأوسط

LES IMPORTATIONS DE CIMENT ET LA CONGESTION DES PORTS NIGÉRIENS

Le Commissaire Fédéral exprime la position du gouvernement

Le commissaire fédéral nigérien aux transports, le colonel Shehu Yar'Adua a évoqué les mesures prises par le gouvernement fédéral pour réduire l'afflux de navires apportant au Nigeria des cargaisons de ciment. Ces mesures, souligne-t-il, se révèlent efficaces et le seraient davantage si tous les intéressés, et notamment les exportateurs de ciment, coopéraient pleinement avec le gouvernement nigérien.

Voici le texte complet de la déclaration du Commissaire :

« Lorsque le nouveau gouvernement militaire a pris en main les rênes de l'administration le 29 juillet 1975, l'une de ses préoccupations essentielles a été de découvrir les causes profondes de la congestion des ports. L'ancien gouvernement n'avait jamais expliqué au public que la plus importante parmi les causes de la congestion résidait dans le volume sans précédent des importations de ciment commandées par le secteur public. Même après le changement de gouvernement, les fonctionnaires responsables de la majeure partie des commandes de ciment ont fourni des renseignements erronés et assez incomplets, selon lesquels il n'y aurait eu que 1,5 million de tonnes de ciment dans les bateaux attendant leur tour de débarquement dans le port de Lagos et 3,5 millions de tonnes supplémentaires en instance de livraison.

Compte tenu de cette sous-évaluation de la situation, le nouveau gouvernement a décidé de prendre les mesures suivantes, considérées alors comme suffisantes pour résoudre le problème dans un délai relativement raisonnable :

- (I) Le gouvernement réquisitionne toutes les cargaisons de ciment (y compris celles appartenant au secteur privé) ;
- (II) Les nouvelles commandes de ciment furent suspendues en attendant le débarquement des cargaisons en souffrance dans les ports ;
- (III) Les droits d'importation furent suspendus afin de réduire le coût du ciment pour le consommateur et d'éliminer les goulets d'étranglement résultant habituellement des formalités de douane ;
- (IV) Quelques importateurs traditionnels possédant des moyens de débarquement rapides furent désignés pour débarquer le ciment ;
- (V) L'arrivée des navires, surtout ceux porteurs de ciment, mais aussi ceux transportant des marchandises diverses, fut rationalisée pour s'assurer que ces bateaux ne viendraient au Nigeria que lorsque l'Autorité Nationale des Ports serait prête pour les débarquer ;
- (VI) Quelques cinquante appointements privés du complexe portuaire de Lagos furent réquisitionnés pour améliorer le débarquement du ciment ;
- (VII) Des bouées d'amarage abandonnées furent remises en service et de nouvelles installées ;
- (VIII) Un contrat fut accordé pour la construction d'un nouveau terminal pour péniches le long du canal de Badagry Creek, afin de créer de nouveaux points de débarquement ;
- (IX) En plus du matériel déjà commandé par le Comité du Cabinet, de nouvelles commandes d'allèges, de remorqueurs, de grues, d'engins de manutention, etc., furent passées pour faciliter les opérations portuaires ;
- (X) Les postes à quel disponibles furent partagés entre le ciment et les marchandises diverses pour éviter une pénurie indésirable de biens de consommation essentiels comme le lait, le sucre, le sel, la farine, etc. ;
- (XI) La construction d'entrepôts supplémentaires et plus grands fut ordonnée afin de fournir des centres convenables de réception et de distribution.

Malheureusement, peu de temps après que ces mesures furent prises, il apparut que le rythme d'arrivée des nouvelles cargaisons de ciment dépassait de loin celui, pourtant élevé, du débarquement du tonnage dans les ports. Il devint donc nécessaire d'étudier davantage les conditions des contrats de commandes de ciment conclus par tous les services publics. Les renseignements recueillis furent si inquiétants que des mesures plus énergiques devaient absolument être prises si l'on voulait avoir un effet quelconque sur la situation. On découvrit, à ce stade, que contrairement à l'impression donnée précédemment, le volume total commandé

en réalité par les importateurs du secteur public s'élevait à 20 millions de tonnes et que le ministère de la Défense, à lui seul, avait passé 16 millions de tonnes de commandes et non pas 5 millions de tonnes comme il avait été précédemment indiqué. Fait encore plus stupéfiant : les 20 millions de tonnes commandées étaient toutes censées devoir être livrées au cours d'une même période de douze mois.

Dans le cas particulier du ministère de la Défense, le gouvernement découvrit à sa grande surprise que le type de contrat conclu était si indéfendable sur le plan de l'orthodoxie financière qu'il défiait la prudence et les usages internationaux. Ces contrats prévoyaient le paiement des cargaisons de ciment dès l'expédition, mais avant la livraison et bien avant que nous ayons eu la possibilité de vérifier si le ciment répondait aux normes courantes.

En outre, ces contrats n'avaient aucune uniformité. Dans certains cas, par exemple, les fournisseurs étaient censés expédier deux bateaux par mois, chacun avec une cargaison de 10.000 tonnes ; mais dans d'autres cas, les fournisseurs avaient le droit de faire varier les quantités à l'intérieur d'une marge de 10 %. Et beaucoup d'autres, encore, recevaient des options pour la fourniture de quantités illimitées, sans tenir compte de la capacité des installations portuaires disponibles.

En dépit des avertissements adressés par les autorités portuaires quant à l'insupportabilité des ports à faire face à ces cargaisons, le ministère de la Défense du Gouvernement n'a cessé de faire pression, accordant une clause de « surestaries » exorbitamment élevée, dans les contrats. Cette clause de surestaries soumettait un rythme de débarquement de 1.000 tonnes par jour et par bateau, chiffre optimal que seuls très peu de pays développés peuvent atteindre.

Ces contrats prévoyaient également le paiement des surestaries dans des bandes étrangères sans certification des documents en cause par le commandant du bateau et l'agent maritime local du fournisseur, ni sans donner au ministère de la Défense et à ses représentants la possibilité de vérifier la véracité et l'exactitude des demandes.

Dès que ces absurdités furent notées, de nouvelles mesures de contrôle furent prises pour remédier à cette situation. En premier lieu, une note du Gouvernement n° 1.474 en date du 9 août 1975 fut publiée, interdisant l'expédition de ciment au Nigeria et enjoignant aux armateurs de donner deux mois de préavis avant de faire route sur le Nigeria. Cette mesure prenait effet à compter du 18 août, mais elle fut ensuite prorogée jusqu'au 9 septembre, pour permettre aux bateaux d'achever les cargaisons qui étaient en cours de chargement au moment de la publication.

La suspension des expéditions de ciment n'a jamais été considérée comme devant avoir un caractère permanent. Et l'intention s'était pas non plus d'annuler les contrats. En fait, le ministère de la Défense envoya des télégrammes à tous ses fournisseurs pour indiquer que la suspension dépendait d'une renégociation des conditions.

Malgré ces gestes de bonne volonté, quelques fournisseurs particulièrement combats n'ont pas tenu compte de cet ordre et ont continué à expédier du ciment dans nos ports congestionnés. Désireux de parvenir à un règlement amiable avec les fournisseurs, le gouvernement créa le Comité Iwewa pour renégocier les contrats de fourniture de ciment ; et aux réunions qui furent tenues, les fournisseurs des gouvernements des Etats de la Société Navale d'Approvisionnement et un grand nombre de fournisseurs du ministère de la Défense indiquèrent qu'ils sympathisaient avec les difficultés de ce pays et qu'ils étaient disposés à coopérer. Mais quelques fournisseurs peu scrupuleux du ministère de la Défense étaient décidés à étouffer le Nigeria sous une masse de ciment non-désiré. Entre la date limite du 9 septembre, finalement retenue, et le 10 octobre, ces fournisseurs intraitables débarquaient presque cent nouvelles cargaisons de ciment à Apapa, au mépris des instructions du gouvernement.

Pendant les délibérations du comité Iwewa, il fut découvert que la principale motivation de ces fournisseurs était leur détermination de continuer à percevoir frauduleusement les paiements excessifs de surestaries. Les pratiques malhonnêtes suivantes furent découvertes par le comité :

- I. — Alors que certains des fournisseurs avaient signé des contrats stipulant des surestaries de 3.500 Nairas par jour et par bateau portant 10.000 tonnes, d'autres avaient signé des contrats prévoyant le paiement de 4.100 dollars par bateau et par jour.

II. — Des paiements complets de surestaries de 4.100 dollars par jour ont été réclamés pour des cargaisons allant de 500 à 2.500 tonnes, alors que le chargement minimal prévu au contrat était de 10.000 tonnes par bateau.

III. — Des fournisseurs ayant plus d'un contrat utilisant un seul bateau pour livrer des cargaisons distinctes, tout en réclamant les surestaries pleines pour chaque cargaison, comme si celles-ci étaient chargées sur des bateaux différents.

IV. — Un certain nombre des bateaux utilisés étaient trop vieux et ne répondaient pas aux normes de navigabilité. En fait, certains étaient en route vers les chantiers de démolition lorsqu'ils furent arrêtés, affrétés et chargés pour le Nigeria, uniquement pour tirer profit de la clause de surestaries inscrite au contrat.

Quant au gouvernement, il n'a jamais été question pour lui de renier ses obligations, pas plus que de céder à une forme quelconque de chantage. Non seulement la survie économique et sociale de la nation était en cause, mais c'était également un défi à la souveraineté politique du Nigeria en tant que pays libre et indépendant. Je ne connais pas un gouvernement responsable qui aurait pu fermer les yeux et laisser se poursuivre l'escroquerie des surestaries sans réagir.

Les mesures suivantes furent donc prises pour mettre fin à cette situation :

(a) Le paiement des cargaisons de ciment expédiées au mépris des instructions du gouvernement (qui constituent désormais une série de règlements soumis à la loi sur les ports) a été suspendu.

(b) Le paiement des surestaries fut suspendu d'une façon générale pour permettre au gouvernement de faire la distinction entre les demandes frauduleuses et celles qui sont légitimes.

(c) Une délégation a été envoyée au Baltic Exchange de Londres pour demander son appui, qui a été accordé volontiers.

(d) Des précautions ont été prises pour stopper les fournisseurs qui menaçaient de retirer leurs bateaux non débarqués afin de vendre le ciment et de prélever leurs droits de surestaries sur les sommes ainsi obtenues.

(e) Les agents maritimes locaux reçurent pour instructions de ne plus accepter aucun chargement de ciment sous peine de retrait de leurs licences.

Je peux annoncer avec soulagement que ces nouvelles mesures commencent à avoir quelque effet. Pour donner un exemple, à la suite du programme d'urgence récemment mis en œuvre, nous sommes désormais en mesure d'accélérer le rythme de débarquement du ciment, qui était de 2.000 tonnes par jour à la fin juillet de cette année, jusqu'à un total de 14.000 tonnes par jour à l'heure actuelle, consistant en 8.000 tonnes à Apapa, 3.000 tonnes à Port-Harcourt et 3.000 tonnes à Warri. À partir de la fin novembre, ce chiffre devrait encore augmenter pour atteindre 24.000 tonnes par jour environ. Tant que nous parviendrons à freiner l'afflux de nouveaux bateaux chargés de ciment, nous pouvons envisager favorablement la perspective de dégaizer dans un délai relativement bref les cargaisons de ciment actuellement dans les ports.

Un cargo transporteur en vrac capable de charger jusqu'à 150.000 tonnes de ciment se trouve actuellement ancré en rade de Lagos. Trois autres bateaux du même type sont attendus et ils vont être utilisés pour décharger, grâce à des bandes transporteurs, le ciment des bateaux de ciment actuellement immobilisés dans le port de Lagos. Cela permettra à ces bateaux de quitter nos eaux et interrompra donc le paiement des surestaries à leur égard. Quant aux transporteurs en vrac, ils seront déchargés de leur ciment grâce à une opération massive d'allègement, complétée par des transports ferroviaires et routiers.

Je voudrais conclure en soulignant à nouveau un point que j'ai déjà précisé, à savoir : il n'est pas question que le gouvernement prenne des mesures unilatérales annulant les contrats restants de livraison de ciment. En fait, le comité Iwewa a indiqué très clairement à tous les fournisseurs que les demandes légitimes d'indemnisation présentées au sujet de la suspension seraient étudiées de près. D'un autre côté, ce gouvernement est décidé à remédier à la congestion actuelle et à faire tout ce qui sera en son pouvoir pour sauvegarder les intérêts des fournisseurs qui ont accepté de coopérer avec l'administration.

مكاتب النقل

par PHILIPPE DECRAENE



هكذا من الأصول

LE MONDE diplomatique

Index des articles publiés en 1975

AGRICULTURE : Intellectuels et paysans dans la Chine rurale, Jean Damilak (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

ARMEMENTS : Les armes et contre-armes, Gérard Garza (février, JANVIER).

Numéros non distribués dans certains pays

Algerie : numéro d'été, problème pour le compte rendu du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Maroc : numéro de juin (compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental).

Tunisie : numéro de décembre, problème pour le compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Algérie : numéro d'été, problème pour le compte rendu du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Maroc : numéro de juin (compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental).

Tunisie : numéro de décembre, problème pour le compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Algérie : numéro d'été, problème pour le compte rendu du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Maroc : numéro de juin (compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental).

Tunisie : numéro de décembre, problème pour le compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Algérie : numéro d'été, problème pour le compte rendu du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Maroc : numéro de juin (compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental).

Tunisie : numéro de décembre, problème pour le compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Algérie : numéro d'été, problème pour le compte rendu du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Maroc : numéro de juin (compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental).

Tunisie : numéro de décembre, problème pour le compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Algérie : numéro d'été, problème pour le compte rendu du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Maroc : numéro de juin (compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental).

Tunisie : numéro de décembre, problème pour le compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Algérie : numéro d'été, problème pour le compte rendu du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Maroc : numéro de juin (compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental).

Tunisie : numéro de décembre, problème pour le compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Algérie : numéro d'été, problème pour le compte rendu du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Maroc : numéro de juin (compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental).

Tunisie : numéro de décembre, problème pour le compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Algérie : numéro d'été, problème pour le compte rendu du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Maroc : numéro de juin (compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental).

Tunisie : numéro de décembre, problème pour le compte rendu de la conférence de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

Algérie : numéro d'été, problème pour le compte rendu du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing et l'écrit de Paul Delmas sur la Sahara occidental.

CINÉMA POLITIQUE

● **COMBATS DE PALESTINE**, Guy Hennebel, Serge Le Pen, Ignacio Ramonet (JANVIER).

● **EN ESPAGNE** : cinéma clandestin et luttes dans les prisons, Ignacio Ramonet (FÉVRIER).

● **POURQUOI LES CATASTROPHES** ? Alain Bergu, Daniel Fenderson, Ignacio Ramonet (FÉVRIER).

● **LA VIE QUOTIDIENNE EN FRANCE**, Alain Bergu, C. L. de Fenderson, Jean-Pierre Jeancolas, Ignacio Ramonet (MARS).

● **Au Festival de Royan** : films sur les luttes en Proche-Orient, Ignacio Ramonet (AVRIL).

● **FILMS ET HISTOIRE**, Daniel Fenderson, Serge Le Pen, Ignacio Ramonet (MAI).

● **REGARDS SUR LE CINÉMA**, Pierre Boulanger, Marie-Victoire, Gérard Morel (JUN).

● **La poésie et les océans** d'Afrique, Gérard Morel (JUN).

● **Poésie et chanson d'urgence** : Espagne, Nathalie Martin (MARS).

● **Terrreur, fantasia et** : Palestine, Marie-Françoise Alloué (AVRIL).

● **Les Québécois et le Québec** (90 p. - JANVIER).

● **La Tunisie socialiste et autogestionnaire** (8 p. - FÉVRIER).

● **La Grèce : de la dictature à la démocratie** (10 p. - MARS).

● **L'Australie : un nouveau regard sur le monde** (3 p. - AOÛT).

● **Qatar** (4 p. - NOVEMBRE).

● **La Venezuela : la compagnie de la souveraineté économique** (10 p. - NOVEMBRE).

● **La Grèce : de la dictature à la démocratie** (10 p. - MARS).

REPORTAGES

● **Panama** : les militaires face aux États-Unis, Claude-Catherine Kieffman (JANVIER).

● **La révolution** : péruvien, Haïtien, N. J. M. (FÉVRIER).

● **Israël et la paix**, Gérard Chauland (AVRIL).

● **L'Iran** : renaissance ou chute, Marcel Baraz (MAI).

● **La Libye de la fierté et de la terreur**, T. D. Aliman (JUN).

● **La machine à penser** : l'écrit de l'écrit, T. D. Aliman (JULIET).

● **Somalia** : rendre l'état au peuple, David Davidson (AOÛT).

● **Cuba** : la constitution, Bernard Cassen (SEPTEMBRE).

● **Brunei entre deux âges**, Michael Morrow (OCTOBRE).

● **La Transsaharienne** : les écrivains, Christiane Chombeau et Pierre Haski (NOVEMBRE).

● **La Tunisie vingt ans après**, Maurice T. Masson et Fadila M'rabat (DÉCEMBRE).

● **Le paysan dans le roman** soviétique, Vsevolod Souzganov (AOÛT).

● **La culture de Caliban**, Gerold Moore (OCTOBRE).

● **La Tunisie vingt ans après**, Maurice T. Masson et Fadila M'rabat (DÉCEMBRE).

● **Le paysan dans le roman** soviétique, Vsevolod Souzganov (AOÛT).

● **La culture de Caliban**, Gerold Moore (OCTOBRE).

● **La Tunisie vingt ans après**, Maurice T. Masson et Fadila M'rabat (DÉCEMBRE).

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

● **Dans les années internationales**, le « groupe des 77 » précède la session de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement (O.N.D.).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

● **Le rôle de la diplomatie** : dans les organisations internationales, Robert Box (JUN).

Le Monde de l'éducation

Le numéro de janvier est paru AU SOMMAIRE

L'ORTHOGRAPHE

- **UN MONUMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE**, par Jacques Cellard.
- **LES ILLUSIONS DE LA DICTÉE**, par Hélène Huot.
- **MESURES D'URGENCE**, par René Hoby.
- **CORRIGER LES ANOMALIES LES PLUS CRIANTES**, par Jean Mistler, de l'Académie française.
- **QU'EN PENSENT LES ÉCRIVAINS ET LES ENSEIGNANTS ?**

ET LES AUTRES RUBRIQUES :
Nouvelles de l'étranger.
Vie de la classe.
Université et grandes écoles.
Formation continue.
Informations pratiques.
Les livres et les revues.

Le numéro : 5 F.
Abonnement (12 numéros par an) : 50 F.
Préciser (voir n° 1) : 65 F.

Le Monde de l'éducation

LE MONDE DIPLOMATIQUE

CHYPRE

La négociation imposée

Par ATA GIL

Pour Washington, l'objectif primordial est toujours de maintenir la Chypre dans la zone d'influence occidentale. Il a toujours suivi avec inquiétude les relations qui ont eu lieu entre Ankara et Athènes, mais n'a jamais voulu intervenir. L'existence d'une tension continue entre Ankara et Athènes, maintenue à un niveau tolérable, permettait à Washington de mieux contrôler ces deux États clients. À Chypre, tant qu'Ankara tenait la communauté turque sous ses coups et évitait la dictature d'un seul parti communiste, AKEL. Cette tactique devint évidente après l'établissement de la dictature militaire à Athènes en avril 1974. Ayant pris le pouvoir avec le soutien des Américains, les colonnes grecs permirent à Grèce (exilé depuis 1967) de retourner une fois de plus à Chypre pour créer l'organisation laïque EOKA-B et à l'instigation de faire assassiner Mgr Makarios. Les colonnes d'Athènes, qui rêvaient de réaliser l'Énallade, servaient avant tout les intérêts des États-Unis, en voulant éliminer le président et les forces progressistes de l'île.

UNE interprétation largement répandue du coup d'État du 15 juillet 1974 contre Mgr Makarios prête aux Américains l'intention de provoquer un « régime à chaud », méthode chère à M. Kissinger. Cela aurait consisté à laisser les généraux d'Athènes répondre au défi de l'archevêque par un coup de force, ce qui aurait présenté l'avantage de la fois de l'éliminer et de trouver une solution à la poursuite par trop évidente du régime d'Athènes. Les Turcs, satisfaits de l'élimination de Mgr Makarios, ne bougeraient pas, et, de toute façon, le diplomate américain était sûr de pouvoir les tenir sous son contrôle.

C'est probablement l'interprétation la plus plausible. Mais trop de facteurs sont connus pour que tout se déroule comme prévu. Mgr Makarios échappa à l'assassinat. Il n'est point remplacé par un modéré acceptable pour les Turcs, mais par le militaire Sampsou. L'opinion internationale est scandalisée, tandis que Washington se gère de condamner le coup d'État.

Dans les jours qui suivent, l'initiative diplomatique appartient au premier ministre turc, M. Bülent Ecevit, qui agit avec rapidité et détermination. Il condamne le coup d'État contre le président chypriote, dit qu'il ne reconnaît le droit d'intervention de la Turquie pour défendre la Constitution de 1960 et se précipite à Londres pour convaincre M. Harold Wilson d'intervenir ensemble à Chypre, en tant qu'États garants du statut de l'île. Devant le refus que celui-ci lui oppose, après avoir consulté M. Kissinger,

M. Ecevit décide d'agir seul et les forces turques débarquent sur les plages de Kerynia, à l'aube du 20 juillet 1974.

Pour la première fois depuis 1947 le diplomate turc échappa presque totalement au contrôle de Washington, à la stupeur des officiers américains (et notamment de l'envoyé spécial de M. Kissinger, M. Joseph Sisco), habitués à plus de « docilité » de la part des Turcs. Après un moment d'hésitation, M. Kissinger prend les choses en main. La coexistence-légitime intervient le 22 juillet. M. Sampsou s'efface au profit du respectable Gléridas, dans la journée du 23, et dans la nuit du 23 au 24 M. Caranfilis fait une rentrée triomphale à Athènes. Les généraux, abandonnés par les Américains, sont balayés, après que M. Kissinger ait annoncé à Washington, dès le 22, le changement qui allait survenir à Athènes.

Les choses rentrent dans l'ordre, américain à Ankara aussi. Le danger le plus grand se situait à l'échelle de son intervention « contre le coup d'État fasciste », la Turquie bénéficiait de la sympathie active des pays socialistes et du tiers-monde, ainsi que de la compréhension de l'Europe des Neuf. Et elle avait passé outre aux « recommandations » américaines.

Ankara a disposé, à ce moment précis, d'un certain nombre d'outils diplomatiques. Employés avec discrétion, ils lui ont permis de prendre ses distances à l'égard de Washington, d'améliorer durablement ses relations avec le tiers-monde, de renforcer ses relations avec les pays socialistes et de se faire respecter par la C.E.E. Mieux encore, en tenant le main à la Grèce, qui venait de débarrasser de sept années de lachisme, et de la communauté grecque de Chypre, elle aurait pu jouer d'ambulance les bases d'une paix durable dans la région. Mais tout cela présentait trop de dangers pour Washington. Il n'est pas interdit d'exposer que tout gouvernement turc qui s'est tenu de ne pas lancer dans une telle politique ne serait pas resté longtemps en place à Ankara. De plus, partageant le pouvoir avec une formation de droite, M. Ecevit ne pouvait passer outre aux objections des milieux réactionnaires.

LA Turquie s'engagea donc dans une politique d'insouciance, visant à allonger les zones contrôlées par son armée à Chypre. Washington, qui l'encourageait dans cette voie, y trouvait plusieurs avantages. D'abord, une solide présence militaire turque dans l'île entraînait à son tour celle de la Grèce, était le meilleur moyen de prévenir l'arrivée éventuelle d'un régime communiste, même en cas de retour de Mgr Makarios. Ensuite, il fallait que la Turquie cessât de bénéficier de la sympathie de la communauté grecque de Chypre, qui avait été baptisée le débarquement à Chypre « opération de paix ». Ankara oublia ses intentions pacifiques pour mener dans l'île une politique de « nettoyage » et pour étendre sa zone d'occupation en violation des accords de cessez-le-feu. Il ne modifia guère son attitude à l'égard de Mgr Makarios, considéré comme le responsable de tous les maux de l'île pour avoir violé la Constitution de 1960 et à qui Ankara reconnaît à peine le droit d'être le chef de la communauté grecque de Chypre. Le comportement passé de l'archevêque à l'égard de la communauté turque de l'île, encore présent dans sa mémoire, n'était certes pas fait pour inciter les vainqueurs à se montrer magnanimes à son égard.

Aussi bien les deux conférences tripartites de Genève, réunissant la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni fin juillet et mi-août 1974, démontrèrent-elles l'absence de volonté de paix entre Turcs et Grecs. M. Callaghan joua les arbitres de manière plutôt médiocre. Finalement, le 19 août, Ankara refusait aux Grecs un délai de médiation supplémentaire de trois semaines et reprenait les hostilités à Chypre, pour conquérir 40 % du territoire en l'espace de trois jours. À l'illumination de la communauté turque de Chypre succédait celle de la communauté grecque et de la Grèce.

Cependant M. Kissinger n'était pas au bout de ses peines. Les réactions du régime de Chypre étaient effrayantes toutes les parties en présence.

L'unification et le choc de la dette laissent la Grèce à se retirer du dispositif militaire intégré de l'OTAN, tout en maintenant ses représentants déjà en place à différents niveaux. Bien que le gouvernement Caramanlis cherche les moyens de se rapprocher de l'OTAN, l'hostilité que nourrit l'opinion grecque à l'égard de l'Organisation et des États-Unis ne lui

permet pas pour l'instant de s'engager rapidement dans cette voie.

La Turquie admettant à elle un isolement pénible sur le plan international. A l'ONU, dont les « caquas bleus » (UNICYP) sont toujours à Chypre, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont « adopté » plusieurs résolutions demandant à la Turquie de retirer ses troupes de l'île sans plus tarder. Ankara a mesuré le degré de son isolement à l'occasion de la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 20 novembre dernier : cent dix-neuf pays, dont les neuf membres de la C.E.E., l'ont votée, la Turquie étant la seule vote négatif tandis que les États-Unis et des supporters incontrôlables de la Turquie, comme l'Iran ou le Pakistan, s'abstenaient. La C.E.E., à laquelle la Turquie est associée, a pris très nettement ses distances à son égard.

Mais le choc le plus formidable, Ankara l'a subi de la main des Américains. Tandis que l'excès d'encouragement le faisait, malgré l'opposition du président Ford et de M. Kissinger, l'embargo complet sur les livraisons d'armement. Répondant en juillet, l'embargo fut finalement levé, mais très partiellement, qu'en octobre le Congrès permettait la livraison d'armes à la Turquie jusqu'à fin 1975. En novembre 1974, le Congrès a autorisé le président à autoriser amplement l'expédition du matériel que la Turquie avait déjà payé. Et encore, cette levée partielle de l'embargo pouvait-elle être annulée si des progrès substantiels n'étaient pas accomplis dans la voie d'un règlement pacifique à Chypre.

Les États-Unis intelligents et au plus fidèle de leurs alliés un traitement digne de leur pire ennemi. L'armée turque, soigneusement équipée de matériels américains, devenait insupportable. L'anti-américanisme de l'opinion atteignait des proportions inconnues, et même le droit américain à son pouvoir ne pouvait plus nier la nécessité d'une profonde révision des relations avec les États-Unis. Une autre conséquence de l'embargo fut de révéler à l'opinion turque certains nombres de réalités qu'on lui avait soigneusement dissimulées : l'extrême importance stratégique que les États-Unis continuaient d'attacher au territoire turc donne en principe au gouvernement d'Ankara un grand pouvoir de négociation, dont celui-ci s'est bien gardé d'user dans le passé. Parmi les quelques vingt-cinq bases américaines en Anatolie, outre celle où des armes atomiques étaient stockées, il y en avait cinq qui étaient des bases d'écoute ininterrompues dirigées contre l'U.R.S.S. et qui auraient fait l'objet d'une attaque nucléaire de première heure en cas de confrontation mondiale. Après la fin de la guerre froide, le gouvernement Demirel — qui détruit, autant que M. Kissinger, le levée de l'embargo — se voyait obligé, devant la pression de l'opinion, d'adopter l'arrêt du fonctionnement des bases américaines. Toutefois ces bases n'étaient pas surmontées et le personnel américain restait sur place.

Des négociations engagées entre Washington et Ankara afin de définir le nouveau statut des bases sont rapidement tombées dans l'impasse. La Turquie réclame la conclusion d'un traité à long terme, ratifié par le Congrès, qui lui garantirait le libre accès à ces bases. Les Américains refusent cette démarche, qui consiste à monnayer le droit d'exposer les citoyens turcs à une attaque nucléaire, mais n'en sont pas moins embarrasés, car ce sort est en fait la situation la plus défavorable des relations turco-américaines depuis la fin de la guerre froide. En fait, Washington peut trouver le moyen de « nord » de l'impasse dans ses relations avec Ankara en procédant à des manœuvres sur le plan de la politique interne en Turquie. Depuis de nombreux mois, les assassinats politiques et les provocations se succèdent, dans un climat qui rappelle le début de 1974, à la veille de l'intervention de l'armée et de l'instauration d'un régime de répression qui dure deux ans et demi.

La situation est aujourd'hui plus défavorable pour les Américains et la classe capitaliste turque. Les élections générales de 1975 et partielles de 1976 ont clairement indiqué que l'électoral

ture vote désormais en majorité à gauche. Les masses populaires, et particulièrement la classe ouvrière et la jeunesse universitaire, possèdent une conscience politique accrue. Les appels à l'armée se multiplient dans la droite, qui rêve d'un fascisme musclé et durable. Le gouvernement de coalition que dirige M. Demirel depuis avril 1975, représentant les milieux les plus réactionnaires qui soutiennent une politique de conquête à Chypre, est paralysé à l'extérieur par ses difficultés avec les États-Unis. La question chypriote souffre de cet immobilisme.

Le retour de Mgr Makarios à Chypre, début décembre 1974, n'avait guère eu d'autre effet que de conforter les cent quatre-vingt mille Chypriotes grecs réfugiés dans le Sud. Les négociations intercommunautaires entre Mgr Gléridas et Demetris à Vienne, sous l'égide des Nations unies, s'étaient progressivement transformées en questions politiques. M. Gléridas acceptait l'envoi dans le secteur nord des neuf mille Turcs chypriotes qui restaient dans la zone grecque, mais refusait ainsi de partager l'île en deux zones ethniques bien séparées. Autant geste de bonne volonté, M. Gléridas a implicitement admis le principe d'une fédération bilingue, que Mgr Makarios a toujours refusé jusqu'à ce jour. Mais les négociations ont été interrompues en novembre dernier. M. Demetris n'avait pas précisé ses propositions concernant l'étendue de la zone turque à Chypre et l'avenir des réfugiés grecs. Les Grecs insistent pour que la superficie de cette zone soit limitée à 10 % du territoire, tandis qu'à Ankara circulent des plans le fixant aux alentours de 25 % ou de 30 %. M. Gléridas a alors le sentiment d'avoir fait un marché de dupes, en donnant des gages de bonne volonté à M. Demetris, qui avait, en février 1975, proclamé unilatéralement l'État fédéré chypriote turc, en prélude à l'instauration d'un pouvoir central disposant de pouvoirs exorbitants, et qui, en outre, brandit régulièrement le menace de proclamer l'indépendance de son État fédéré, encore qu'Ankara y soit formellement opposé.

SANS vouloir atténuer la responsabilité des Turcs dans cette interruption des négociations, on peut estimer que Washington ne souhaitait pas le succès des pourparlers qui échappaient à son contrôle direct. Il fallait que les termes de référence d'une éventuelle solution à Chypre soient dictés par Washington. C'est exactement ce qui s'est passé à Bruxelles, en marge de la session de fin d'année du Conseil atlantique, où les ministres des affaires étrangères grecs et turcs se sont entendus, le 12 décembre, sous l'égide de M. Kissinger, pour demander la reprise des négociations entre les communautés. La Turquie a accepté que les négociations se déroulent sous les auspices des Nations unies, avec une éventuelle participation d'observateurs des représentants d'Ankara et d'Athènes. La Grèce a fait une concession en acceptant de négocier sans que les résolutions des Nations unies demandant la neutralité des troupes turques soient prises en considération. La pression qu'Athènes a dû exercer sur Mgr Makarios pour qu'il accepte une reprise des négociations ce n'est-à-dire, probablement à Nicotia, a créé une situation autour de l'archevêque et M. Caranfilis. Gléridas, le position de Mgr Makarios est maintenant très affaibli. Ayant tiré les leçons de ce qui s'est passé en 1974, il s'est à ne pas contraindre outre mesure les Américains, qu'il a autorisés à utiliser les bases anglaises à Chypre, leur accordant en outre des facilités dans le secteur grec de Nicotia pour établir une station d'écoute du Proche-Orient.

Simultanément, la Turquie et la Grèce ont décidé de reprendre les négociations pour liquider leur conflit dans le mer Egée sur les eaux territoriales, les droits de pêche et le statut des îles certaines îles maritimes par la Grèce en convention du traité de Lausanne de 1923.

Il serait en effet urgent que les deux pays normalisent leurs relations. Ils se sont lancés dans une course aux armements frénétique qui absorbe 10 % du P.N.B. de la Grèce, et 5 % de celui de la Turquie en 1975, et peut conduire à une guerre. Mais, sans longtemps qu'Ankara et Athènes resteraient de simples plans dans la jeu des intérêts américains en Méditerranée orientale, une paix solide et durable est difficilement concevable. L'exemple tragique du Liban ne laisse pas de place à un optimisme exagéré au sujet d'un quelconque règlement qui pourrait intervenir à Chypre sous l'égide des États-Unis.

Dans ce numéro :

P. 2 à 4 : L'EGYPTE D'ANOUAR EL SADATE : Ouverture à l'Ouest, isolement dans le monde arabe, par Marie-Christine Anla. Turquie : Une réforme agraire adoptée à l'économie de dépendance, par Patrick Veillerot.

P. 5 : L'Espagne et la stratégie américaine en Méditerranée, par William Brasch Watson.

P. 6 et 7 : LA REVOLUTION DOMESTIQUE : Le jeu des États-Unis au Portugal, par Daniel Schachter : Vers la normalisation économique ? par Yves Baton.

P. 8 à 12 : PORTO-RICO, LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE, reportage de Pierre Doucoure.

Les militaires argentins devant les décrets et la crise économique, par Alain Lhousse.

P. 13 et 14 : ECONOMIE ET REPRESSION AU CHILI, par James F. Pedra.

Le premier congrès du parti communiste cubain, B. C. — Suite de l'article de Bernard Cassen sur le nouveau défi cubain.

P. 15 à 20 : LES MILITAIRES ET LE POUVOIR EN AFRIQUE NOIRE, II. La même impulsion face aux nouvelles voies étrangères : Un nouveau champ d'action pour les États-Unis, par Daniel Schachter : L'essor spectaculaire du commerce des armes, par Mary Kelder : Armées orthodoxes et armées de libération, par Basil Davidson : Les limites de l'indépendance économique, par Catherine Coquery-Vidrovitch : La puissance militaire de l'Afrique du Sud, par Abdoul S. Mbaye : Nigeria : Une solution provisoire qu'attend le régime Buhari, par Ouganda : Les aberrations d'une dictature privée de base sociale, par Mahmood Mamour.

Le film sur le travail forcé en U.R.S.S. Une brèche dans le système de l'information, par Marc Ferro.

P. 21 : Union soviétique : Les directives du XV^e plan quinquennal, par Bernard Féron. — Suite de l'article de Spéziel Régior : Cinq ans d'efforts pour la paix.

P. 22 : Les livres du mois.

P. 23 : CINEMA POLITIQUE : ECRANS VIOLENTS, par Ignace Ramonet, Alain Bergali et Pascal Bonitzer.

P. 24 et 25 : Supplément sur le Nigeria.

P. 26 et 27 : Index des articles publiés en 1975.

P. 28 à 31 : L'activité des organisations internationales. Le dernier quart de siècle en Chine : Témoignage d'un Chinois d'outre-mer, Fan Suyin hagiographe, par Jean Denhez.

Janvier 1976

مكي ام الرزق